

Rapport Annuel 2008



ASSOCIATION DES COMPAGNIES D'ASSURANCES
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Rapport distribué lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle du 11 juin 2009

Période couverte : juin 2008 - mai 2009

Achevé d'impression : 10 juin 2009

Toute reproduction doit mentionner la source.



Adresse : 75, rue de Mamer

L-8081 Bertrange

Adresse postale : Boîte postale 29

L-8005 Bertrange

Tel : 44 21 44 -1

Fax : 44 02 89

e-mail : aca@aca.lu

www.aca.lu

Rapport Annuel **2008**



ASSOCIATION DES COMPAGNIES D'ASSURANCES
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Sommaire

1.	Le secteur des assurances en 2008	9
1.1.	Crise financière et contexte économique	9
1.2.	Marché national	10
1.3.	Marché international	16
2.	Vie des sociétés	18
2.1.	Négociations collectives	18
2.2.	Secret professionnel	18
3.	Le contexte national	20
3.1.	Assurance automobile	20
3.2.	Autres dossiers d'assurance non-vie	21
3.2.1.	Réforme de l'assurance accidents	21
3.2.2.	RC Médecins « no fault » en matière de santé	21
3.2.3.	Taxe d'assurance en matière d'assurance maritime	21
3.2.4.	Déontologie en publicité	21
3.2.5.	Commission Productivité	22
3.3.	Assurance vie	22
3.3.1.	Lutte contre le blanchiment d'argent	22
4.	Le contexte international	23
4.1.	Solvabilité II	23
4.2.	Taxation de l'épargne	24
4.3.	Assistance mutuelle	25
4.4.	TVA sur les produits financiers	25
4.5.	Produits d'investissement de détail	26

4.6.	Commission Internationale Vie.	27
4.6.1.	Commission Internationale Vie (CIV)	27
4.6.1.1.	Groupe de travail Allemagne	27
4.6.1.2.	Groupe de travail Belgique	28
4.6.1.3.	Groupe de travail France	30
4.6.1.4.	Groupe de travail Italie.	30
4.6.1.5.	Groupe de travail Portugal.	31
4.6.2.	Sous-commission Produits	31
4.7.	Commission Promotion	31
5.	Relation avec d'autres organisations.	32
5.1.	Nos partenaires locaux	32
5.2.	Nos partenaires internationaux	34
5.3.	Autres partenaires	35
6.	10e Journée de l'assurance	36
7.	L'association en 2008	37
7.1.	Conseil d'Administration	37
7.2.	Membres de l'ACA	38
7.3.	Secrétariat Général	39
8.	Annexe Statistiques 2008	40

Le mot du Président

L'événement marquant de cette année 2008 est sans conteste la crise boursière et économique qui a frappé le monde entier avec une ampleur sans précédent.

Bien que les conséquences de cette crise aient été importantes sur les bilans et comptes de résultats des entreprises d'assurances, elles ont globalement bien résisté à ce tsunami financier. Seules deux compagnies ont eu à en souffrir gravement, non en raison d'une mauvaise gestion journalière, mais à cause des difficultés traversées par leurs maisons-mères, qui s'avéraient être également leurs banques dépositaires.

Dans ce contexte, saluons la réactivité de toutes nos entreprises d'assurances Vie qui, sur l'initiative de l'ACA, ont réfléchi à d'éventuelles solutions de sauvegarde. Toujours est-il que les conclusions de ces réflexions ont été claires et sans équivoque. Même si une solution ponctuelle pour l'une ou l'autre de ces sociétés aurait pu être imaginée, un système généralisé de fonds de garantie semble inimaginable au vu de l'hétérogénéité du marché et des acteurs en place.

En effet, tant que les deux acteurs les plus importants réalisent plus de 30% de parts de marché, un système de garantie sera plus un catalyseur de risque systémique pour le marché qu'une solution en faveur des preneurs et bénéficiaires d'assurances.

À la crise financière et économique se sont ajoutés des discussions sur le secret professionnel et d'interminables débats sur les paradis fiscaux, qui ont semé un doute considérable sur le sérieux de la place financière.

Notre gouvernement et notre Ministre ont fait face proactivement à cette crise en acceptant les standards de l'OCDE sur l'échange d'informations, tout en communiquant offensivement leur volonté de préserver le secret professionnel des banques et des assurances.

Si pour d'autres domaines de la place financière, une levée – même partielle – du secret professionnel ne constitue rien d'autre qu'une menace, ceci est moins vrai pour le secteur de l'assurance.

Ces dernières années, de plus en plus d'entreprises d'assurances Vie travaillant en libre prestation de services nomment des représentants fiscaux dans les pays de résidence de leurs clients afin de communiquer les informations requises à leurs autorités fiscales, ceci sur mandat exprès des clients. Même si cette communication active entre entreprises d'assurances et autorités fiscales est loin d'être optimale, ni d'ailleurs souhaitée par une partie de la clientèle, elle démontre qu'aujourd'hui, le secteur de l'assurance Vie a une longueur d'avance sur d'autres domaines du secteur financier en matière de transparence fiscale.

Cette évolution du secret professionnel peut par ailleurs représenter une opportunité pour notre secteur, à condition de remplir trois exigences. Premièrement, il est absolument indispensable que les discussions publiques sur la place financière luxembourgeoise redeviennent plus sereines, pour que la réputation de celle-ci inspire à nouveau confiance aux clients. À cet égard, le fait que le gouvernement ait accepté d'appliquer les standards de l'OCDE sur l'échange d'informations fiscales sur demande a été un pas dans la bonne direction. Deuxièmement, les produits d'assurance Vie devenant de plus en plus des outils de gestion patrimoniale et d'organisation successorale à long terme, il est primordial de pouvoir garantir aux clients, dans le futur également, une confidentialité à l'égard de tiers à travers un secret professionnel non spécifiquement fiscal. Troisièmement, l'environnement prudentiel auquel les entreprises sont soumises doit pouvoir continuer à garantir une sécurité financière pour tous les détenteurs de contrats d'assurances, tout en tenant compte de leurs besoins effectifs grâce à une flexibilité adaptée.

La crise économique et financière, les débats sur le secret professionnel sont autant de nouveaux défis pour le secteur de l'assurance, l'occasion de se recentrer sur nos métiers et de saisir les opportunités qui continuent malgré tout à se présenter.

Marc Lauer



1. Le secteur des assurances en 2008

1.1. Crise financière et contexte économique

L'année 2008 a été caractérisée par une crise économique d'une envergure jamais connue.

Les raisons de cette crise sont bien connues et le secteur de l'assurance n'a pas été épargné. En revanche, à la différence des autres domaines du secteur financier à l'origine ou catalyseurs de la crise, le secteur de l'assurance n'en subit que les conséquences et a été peu touché par les faillites ou recapitalisations étatiques.

L'aspect social et de prévoyance reste primordial dans le métier de l'assurance et l'épargne des assurés reste, grâce aux mécanismes réglementaires qui sont propres à la profession, intacte même si les rendements tributaires de l'évolution des marchés sont en net déclin.

Les assureurs étant d'importants investisseurs institutionnels, l'impact de la crise s'est avant tout fait sentir au niveau de ses répercussions sur les actifs, d'une part au niveau des actions et, d'autre part au niveau de l'envolée des taux sur les obligations « corporate », victimes d'un « credit crunch » et d'une méfiance généralisée envers tout débiteur non étatique.

Les conséquences de ces turbulences spectaculaires sur les bilans des assureurs qui gèrent pour compte propre et compte de tiers quelque 60 milliards d'actifs se sont chiffrées fin 2008 à plusieurs milliards.

Même si une partie importante de ces moins-values est prise en charge par les preneurs d'assurances dans le cadre des contrats Vie en unités de comp-

tes (contrats pour lesquels le risque de souscription est supporté par le preneur d'assurance), les conséquences restent toutefois importantes.

La crise financière a également eu un impact direct sur les résultats opérationnels des entreprises d'assurances Vie commercialisant des produits en unités de comptes à l'étranger. Non seulement la virulence de la crise a eu un impact négatif sur la confiance des investisseurs dans les entreprises du secteur financier, ce qui a fondamentalement influencé le chiffre d'affaires de ce secteur, engendrant une diminution importante des droits d'entrée encaissés par le secteur, mais de plus, le fait que la masse des actifs sous contrats se trouve réduite en raison de la crise a entraîné une réduction importante des bénéfices récurrents sur la gestion.

Cette réduction des revenus, conjuguée à une croissance des frais généraux et à des dépréciations à prendre en compte, a réduit considérablement la capacité bénéficiaire du secteur luxembourgeois de l'assurance (passant de 283 millions d'euros en 2007 à 140 millions d'euros en 2008).

À cet environnement financier difficile s'ajoutent encore des discussions politiques autour de la place financière et de son environnement prudentiel et fiscal, ébranlant encore davantage la confiance des clients et investisseurs.

L'impact de la crise sur l'économie réelle se traduit par un ralentissement de l'activité d'assurances sur le marché local et par un recul de l'activité Vie en libre prestation de services (LPS). Tant sur le marché local que sur le marché international, les entreprises resteront largement tributaires de l'évolution future des marchés financiers.

Afin de pouvoir soutenir l'évolution de ce chiffre d'affaires, il faudra nécessairement que :

- sur le marché local, la consommation ainsi que l'investissement dans les biens durables faisant l'objet de couvertures d'assurances (Auto, Habitation...) soient soutenus.
- les doutes et discussions qui tournent autour de la place financière trouvent réponses. À ce niveau, un accord rapide sur le texte de directive sur la taxation de l'épargne et qui en exclurait les produits d'assurances constituerait un plus non négligeable.

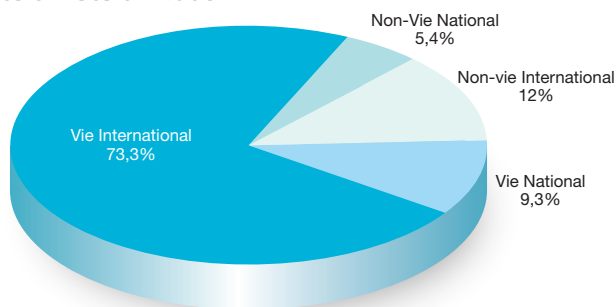
1.2. Marché national

L'ACA compte actuellement **70 membres**, qui ont réalisé en 2008 un encaissement total de 12,632 milliards d'euros contre 12,072 milliards d'euros en 2007 et 12,718 milliards en 2006.

L'analyse de l'encaissement sur les marchés national et international montre une évolution très contrastée : alors que le marché national a pu afficher tant au niveau vie que non-vie une croissance remarquable, le marché international a comptabilisé une baisse sensible au niveau du secteur vie tout en connaissant un dédoublement de l'encaissement au niveau du secteur de la non-vie.

L'**encaissement global** réalisé par les membres en 2008 est supérieur à celui de 2007 et avoisine presque le niveau record réalisé en 2006. Il y a cependant lieu d'explicitier plus en détail ce montant qui est plus que surprenant en cette période de crise à laquelle le secteur de l'assurance est également confronté. En effet, depuis l'année dernière, l'ACA a notamment pu accueillir parmi les siens un grand groupe international surtout actif dans la réassurance mais opérant également sur le marché de la non-vie internationale.

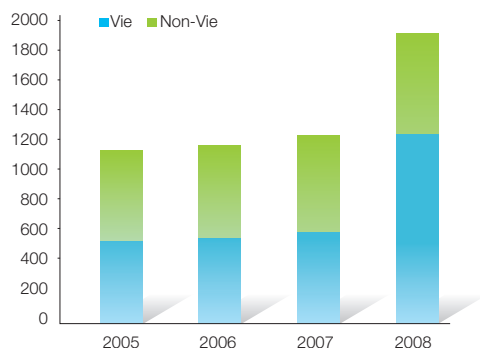
Primes émises en 2008



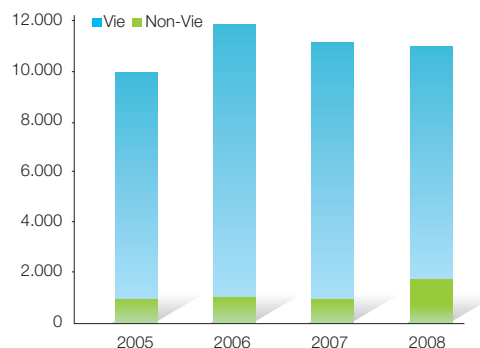
	Non-vie		Vie		Total
	National	International	National	International	
2005	599.178.690	729.223.742	476.011.888	8.943.664.478	10.748.078.799
2006	616.612.423	806.625.307	490.165.008	10.805.341.355	12.718.744.093
2007	652.129.930	741.323.607	529.136.643	10.149.520.182	12.072.110.363
2008	680.661.424	1.511.790.228	1.180.481.009	9.259.095.071	12.632.027.731
2008/2007	4,4%	103,9%	123,1%	-8,8%	4,6%

Source : ACA

Sur le marché national



Sur le marché international



Primes émises en millions d'Euros

Par ailleurs, une compagnie-membre active sur le marché vie national a pu réaliser à titre exceptionnel un encaissement supplémentaire considérable augmentant sensiblement le chiffre d'affaires global réalisé sur ce marché.

Il en ressort qu'abstraction faite de ces deux cas « exogènes », l'encaissement total se serait porté à 11,12 milliards d'euros, soit aurait connu une diminution de 7,9% par rapport à l'année 2007.

En 2008, les primes émises par les membres de l'ACA sur le marché national ont de loin dépassé le cap du milliard d'euros. Avec un total de 1,18 milliards, les primes d'assurance-vie dépassent et ce pour la 1^{ère} fois l'encaissement réalisé au niveau du marché non-vie.

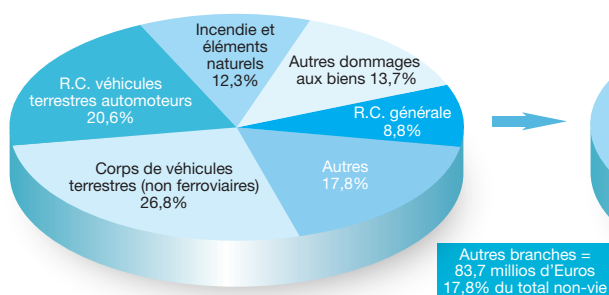
Dans le cas où une compagnie-membre active dans le domaine de la vie nationale n'aurait pas réalisé un encaissement exceptionnel, il est probable que l'encaissement réalisé sur le marché national non-vie serait resté supérieur à celui se rapportant au marché vie.

En 2008, les primes émises par les membres de l'ACA en assurance non-vie sur le marché local s'élevaient à 680,66 millions d'euros, soit une augmentation de 4,4% par rapport à 2007.

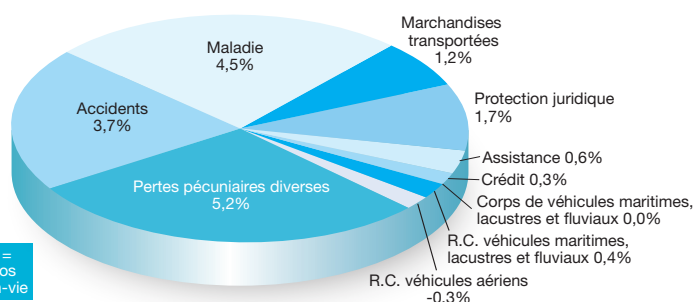
L'assurance liée à l'automobile représente toujours à elle seule près de la moitié de cet encaissement (47,40%).

Suivent ce créneau, les « Autres branches (i.e. Maladie, Pertes pécuniaires diverses, Accidents, Protection juridique, Marchandises transportées) » (17,8%) suivies de près par la branche « Autres dommages aux biens » (13,7%) et « Incendie et Éléments naturels » (12,3%). La part de marché de la « RC générale » reste stable avec 8,8%.

Primes émises sur le marché national en 2008



Autres branches : part dans le total



Marché non-vie national

Primes en euros	2005	2006	2007	2008
AIG EUROPE LUXEMBOURG	18.711.822	18.000.000	14.451.179	19.762.414
ALLIANZ INSURANCE LUXEMBOURG	17.235.682	16.771.385	16.545.917	18.032.113
AME LUX	7.304.364	7.720.071	8.012.868	8.332.281
ARISA ASSURANCES	155.769	58.931	45.765	37.257
ATRADIUS CREDIT INSURANCE NV	2.749.644	2.413.206	2.059.404	1.848.020
AXA ASSURANCES LUXEMBOURG	79.090.845	78.353.032	82.754.440	89.840.082
BALOISE ASSURANCES LUXEMBOURG	27.797.626	30.440.035	32.509.829	35.119.225
CREDIT AGRICOLE RISK INSURANCE	-	-	-	145.879
D.A.S. LUXEMBURG	2.672.667	2.775.585	2.840.602	0
DKV GLOBALITY	-	-	-	0
DKV LUXEMBOURG	9.078.309	15.546.371	16.614.318	17.876.472
ERGO LIFE	444.087	443.063	430.706	434.600
EUROP ASSISTANCE	1.613.562	1.719.414	1.717.335	1.724.748
FORTIS LUXEMBOURG IARD	19.137.636	19.654.016	20.697.549	22.031.133
FOYER ARAG	1.382.561	5.668.645	4.728.352	5.315.564
FOYER ASSURANCES	224.234.566	216.476.883	231.578.828	244.278.242
FOYER SANTE	3.545.933	4.285.690	5.353.283	6.165.781
INTERLUX ASSURANCES MALADIE	1.977.745	2.438.678	2.582.935	2.957.089
LA LUXEMBOURGEOISE	149.775.193	160.850.414	176.046.134	174.426.764
P&V ASSURANCES	31.850.680	32.253.023	32.508.065	33.362.918
PRIMELUX	420.000	383.701	294.134	143.095
SPHINX ASSURANCES LUXEMBOURG	-	360.279	358.287	407.701
SWISS RE INTERNATIONAL	-	-	-	-2.217.135
THE SHIPOWNERS MUTUAL PROTECTION AND INDEMNITY	-	-	-	445.891
THE WEST OF ENGLAND SHIPOWNERS MUTUAL INSURANCE	-	-	-	191.288
Total	599.178.690	616.612.423	652.129.930	680.661.424
Variations annuelles		2,9%	5,8%	4,4%

Source : ACA

L'assurance liée à l'automobile (RC et corps de véhicule) représente toujours la part la plus importante avec 47,4% de l'encaissement en non-vie. Cumulées, ces deux branches ont crû de 2,83%. Cette

croissance provient de l'assurance corps de véhicules (+ 5,7% par rapport à 2007) alors que l'assurance responsabilité civile auto a connu un léger fléchissement de 0,7% par rapport à 2007.

Assurance liée à l'automobile (branches 3 et 10)

Primes en euros									Total
	2005	2006	2007	2008	2005	2006	2007	2008	2008
AIG EUROPE - LUXEMBOURG BRANCH	18.508	16.000	15.681	38.189	401.961	401.961	2.174.202	3.300.572	3.338.761
ALLIANZ INSURANCE LUXEMBOURG	5.122.419	5.407.898	5.804.603	6.356.699	6.172.531	5.825.013	5.489.807	6.067.993	12.424.693
AME LUX	3.300.236	3.457.279	3.495.259	3.505.008	2.554.256	2.711.631	2.816.239	2.990.905	6.495.913
ARISA ASSURANCES	0	0	45.765	0	155.769	58.931	0	37.257	37.257
AXA ASSURANCES LUXEMBOURG	24.097.268	24.710.373	25.609.090	28.262.341	21.760.355	20.277.700	21.060.759	21.834.390	50.096.731
BALOISE ASSURANCES LUXEMBOURG	7.976.330	8.996.026	9.927.672	11.076.951	7.660.316	8.161.040	8.515.906	8.843.748	19.920.699
FOYER ASSURANCES	56.365.994	61.783.484	64.772.419	68.036.889	46.078.974	47.453.428	50.744.142	47.145.419	115.182.308
LA LUXEMBOURGEOISE	45.528.855	49.030.814	52.247.442	54.104.285	40.301.779	40.942.798	41.000.488	40.787.987	94.892.272
P&V ASSURANCES	9.829.419	10.273.746	11.039.105	11.409.160	9.884.066	9.520.582	9.590.197	9.431.778	20.840.938
Total	152.239.029	163.675.620	172.957.035	182.789.521	134.970.008	135.353.084	141.391.740	140.440.050	323.229.571
Variations annuelles		7,5%	5,7%	5,7%		0,3%	4,5%	-0,7%	2,83%

Source : ACA

Après la croissance considérable qu'auront connue les « autres branches » en 2007(+ 6,3% par rapport à 2006), l'année 2008 a su confirmer cette hausse

avec un encaissement y réalisé de 357 millions d'euros soit représentant plus de 5,8% par rapport à l'année précédente.

Marché non-vie national hors assurances automobiles

Primes en euros	2005	2006	2007	2008
AIG EUROPE LUXEMBOURG	18.291.353	17.582.039	12.261.296	16.423.653
ALLIANZ INSURANCE LUXEMBOURG	5.940.732	5.538.473	5.251.508	5.607.421
AME LUX	1.449.872	1.551.161	1.701.370	1.836.368
ARISA ASSURANCES	0	0	0	0
ATRADIUS	2.749.644	2.413.206	2.059.404	1.848.020
AXA ASSURANCES	33.233.222	33.364.959	36.084.591	39.743.351
BALOISE ASSURANCES LUXEMBOURG	12.160.979	13.282.969	14.066.252	15.198.526
CREDIT AGRICOLE RISK INSURANCE	-	-	-	145.879
D.A.S. LUXEMBURG	2.672.667	2.775.585	2.840.602	0
DKV GLOBALITY	-	-	-	0
DKV LUXEMBOURG	9.078.309	15.546.371	16.614.318	17.876.472
ERGO LIFE	444.087	443.063	430.706	434.600
EUROP ASSISTANCE	1.613.562	1.719.414	1.717.335	1.724.748
FORTIS LUXEMBOURG IARD	19.137.636	19.654.016	20.697.549	22.031.134
FOYER ARAG	1.382.561	5.668.645	4.728.352	5.315.564
FOYER ASSURANCES	121.789.598	107.239.971	116.062.266	129.095.934
FOYER SANTE	3.545.933	4.285.690	5.353.283	6.165.781
INTERLUX ASSURANCES MALADIE	1.977.745	2.438.678	2.582.935	2.957.089
LA LUXEMBOURGEOISE	63.944.559	70.876.803	82.798.204	79.534.492
P&V ASSURANCES	12.137.195	12.458.695	11.878.763	12.521.980
PRIMELUX	420.000	383.701	294.134	143.095
SPHINX ASSURANCES LUXEMBOURG	0	360.279	358.287	407.701
SWISS RE INTERNATIONAL	-	-	-	-2.217.135
THE SHIPOWNERS MUTAL PROTECTION AND INDEMNITY	0	0	0	445.891
THE WEST OF ENGLAND SHIPOWNERS MUTUAL INSURANCE	0	0	0	191.288
Total	311.969.653	317.583.718	337.781.155	357.431.853
Variations annuelles		1,8%	6,3%	5,8%

Source : ACA

D'après les encaissements de nos membres, le **marché national vie** aura connu en 2008 une croissance soutenue et exceptionnelle de 124,7%. Il est à noter que dans la branche vie, plus qu'ailleurs, les évolutions par acteur économique peuvent changer considérablement d'une année à l'autre i.e. certains désengagements importants côtoient des entrées en force sur le marché.

Le marché national vie recouvre en effet des créneaux parfois très différents, allant de l'assurance groupe aux soldes restant dû, en passant par l'épargne pension. En ce qui concerne l'épargne pension, le Commissariat aux Assurances a annoncé que les contrats ont connu une progression de 12,27% en 2008.

Marché vie national

Primes en euros	2005	2006	2007	2008
ABN AMRO LIFE	15.655	5.800	18.115	3.438
ALLIANZ LIFE LUXEMBOURG	23.668.168	23.319.802	23.059.993	26.739.708
AME LIFE LUXEMBOURG	6.179.822	7.973.607	7.264.423	6.895.600
ASPECTA ASSURANCE INTERNATIONAL	348.307	165.000	709.000	0
AXA ASSURANCES VIE	37.470.995	46.611.685	56.770.952	48.192.726
BALOISE EUROPE VIE	1.559.029	1.424.041	0	109.767
BALOISE VIE LUXEMBOURG	22.009.219	33.777.097	58.341.289	34.420.558
CALI EUROPE	5.188.545	1.666.147	160.450	527.320
CARDIF LUX INTERNATIONAL	2.500.177	2.225.391	5.183.767	13.618.662
COMMERCIAL UNION INTERNATIONAL LIFE	17.713	20.755	27.085	35.669
DEXIA LIFE & PENSIONS	16.869.802	17.428.835	20.763.831	21.709.545
ERGO LIFE	6.722.257	7.102.614	7.646.224	8.493.363
EURESA LIFE	1.997.650	1.438.816	559.975	292.237
EXCELL LIFE		1.215.986	1.852.638	0
FORTIS LUXEMBOURG VIE	54.376.529	65.211.146	71.193.855	61.422.079
FOYER INTERNATIONAL	0	1.049.817	0	5.094.913
FOYER-VIE	65.228.190	63.021.957	77.023.912	76.347.823
IMPERIO LUXEMBOURG	n.c.	779.065	8.271.818	8.271.818
ING LIFE LUXEMBOURG	3.400.209	18.611.233	1.587.262	705.222
INTEGRALE LUXEMBOURG	2.305.285	7.328.426	4.564.915	3.735.042
KAUPTHING LIFE & PENSION	18.643		533.621	n.c.
LA LUXEMBOURGEOISE-VIE	80.741.851	86.243.449	88.924.447	90.735.448
LA MONDIALE EUROPARTNER	70.399.565	221.372	83.783	341.930
MASSMUTUAL EUROPE	0	250.000	0	100.000
NATIXIS LIFE	5.080.000	11.575.000	1.370.000	700.000
NEMIAN LIFE & PENSIONS	37.051	349.644	12.566	87.069
NORD EUROPE LIFE LUXEMBOURG	33.000	1.220.699	390.000	297.000
NORDEA LIFE & PENSIONS	245.053	155.955	126.665	115.721
P&V ASSURANCES	13.542.019	13.573.426	13.481.119	13.484.045
PRIVATE ESTATE LIFE	2.970.079	5.710.310	3.422.365	3.454.056
RAIFFEISEN VIE	3.252.556	4.427.113	4.382.863	4.948.740
SOGELIFE	0	0	5.510.000	600.147.000
SWISS LIFE (LUXEMBOURG)	49.705.291	65.916.686	64.127.308	156.827.983
VITIS LIFE	131.699	142.717	1.772.401	898.345
ZURICH EURO-LIFE	34.579	1.416	0	0
Total	476.048.939	490.165.008	529.136.643	1.188.752.828
Variations annuelles		3,0%	8,0%	124,7%

Source : ACA

1.3. Marché international

Le **marché international** reste pour le secteur de l'assurance luxembourgeois largement prépondérant même si l'encaissement au niveau de

l'**assurance-vie internationale** a diminué pour la 2^e année consécutive (- 8,8% en 2008 après - 6,1% en 2007).

Marché international vie

Primes en euros	2005	2006	2007	2008
ABN AMRO LIFE	248.734.785	148.006.979	106.868.009	48.369.703
ALLIANZ LIFE LUXEMBOURG	23.857.744	35.098.157	59.939.672	55.361.008
AME LIFE LUX	24.839.527	32.866.729	21.413.353	19.082.014
ASPECTA ASSURANCE INTERNATIONAL	127.944.422	162.964.902	187.825.019	183.431.298
AXA ASSURANCES VIE	4.514.498	4.588.431	7.456.352	11.823.709
BALOISE EUROPE VIE	130.483.915	67.646.485	22.839.054	4.134.154
BALOISE-VIE	171.102.260	275.875.884	356.863.709	286.381.814
CALI EUROPE	601.255.572	551.694.817	461.974.322	396.980.107
CARDIF LUX INTERNATIONAL	380.125.367	473.623.519	353.598.985	710.319.390
CMI INSURANCE	520.127	358.985	291.077	249.631
COMMERCIAL UNION INTERNATIONAL LIFE	119.303.118	131.026.777	205.570.003	173.469.603
DB VITA	112.640.000	108.791.639	89.317.949	84.927.000
DEXIA LIFE & PENSIONS	373.394.308	178.680.805	189.353.478	391.629.141
EURESALIFE	165.452.386	148.500.428	185.025.070	90.733.382
EXCELL LIFE	n.c.	37.170.075	43.396.314	0
FORTIS LUXEMBOURG VIE	1.119.967.322	1.257.665.299	1.280.339.731	971.181.431
FOYER INTERNATIONAL	264.093.267	85.635.894	109.049.218	102.176.919
FOYER VIE	-	-	-	4.339.967
ING LIFE LUXEMBOURG	312.155.971	135.012.715	171.114.173	133.601.144
INTEGRALE LUXEMBOURG	1.967.594	5.515.133	4.976.576	5.882.359
INTERPOLIS	3.240.652	636.082	529.504	0
KAUPTHING LIFE & PENSION	11.998.647	n.c.	24.271.777	0
LA LUXEMBOURGEOISE VIE	-	-	-	601
LA MONDIALE EUROPARTNER	333.981.712	454.055.668	374.876.450	294.773.666
LOMBARD INTERNATIONAL	2.123.435.560	3.110.628.813	2.880.823.069	2.730.113.873
LUXLIFE	232.144	192.238	467.745	162.572
MASS MUTUAL	118.513.761	163.656.113	180.346.180	104.059.452
NATIXIS LIFE	154.531.177	306.080.926	318.034.650	160.007.475
NEMIAN LIFE & PENSIONS	23.904.510	20.340.604	18.985.907	15.638.015
NORD EUROPE LIFE LUXEMBOURG	30.226.095	51.828.144	55.145.673	30.536.659
NORDEA LIFE & PENSIONS	147.908.775	138.627.641	68.467.664	99.890.462
PRIVATE ESTATE LIFE	473.441.538	349.261.251	347.114.661	236.293.606
R + V LEBENSVERSICHERUNG	580.724.135	1.032.403.562	1.199.095.676	903.856.002
RAIFFEISEN VIE	-	-	-	141.217
SOGELIFE	149.234.703	214.576.512	159.259.825	340.376.451
SWISS LIFE (LUXEMBOURG)	255.626.683	468.951.867	245.070.316	330.923.702
SWISS LIFE PRODUCTS (Luxembourg)	-	-	-	68.069
VITIS LIFE	139.535.150	478.798.635	236.955.242	173.746.080
VORSORGE LUXEMBURG	203.676.923	174.230.547	182.561.678	164.433.395
ZURICH EUROLIFE	11.100.130	349.099	302.100	0
Total	8.943.664.478	10.805.341.355	10.149.520.182	9.259.095.071
Variations annuelles		20,8%	-6,1%	-8,8%

Source : ACA

Après un recul de l'encaissement au niveau du **marché international non-vie** en 2007 (- 8,1% en 2007 par rapport à 2006) un dédoublement du chiffre d'affaires (+ 103,9%) a pu être observé pour l'année 2008. Cette hausse spectaculaire est notamment due à un acteur de la place qui a nouvellement

investi le territoire luxembourgeois pour y opérer via le régime de la libre prestation de services sur le marché international de la non-vie. Hormis cet acteur de taille, l'assurance non-vie internationale aurait connu une croissance de 6,2 % par rapport à 2007.

Marché international non-vie

Primes en euros	2005	2006	2007	2008
AIG EUROPE LUXEMBOURG	3.245.818	3.000.000	2.890.754	1.930.684
ARISA ASSURANCES	28.366.891	30.051.600	29.969.422	36.410.237
BRITISH MARINE LUXEMBOURG	109.163.393	103.334.126	125.373.903	0
CAMCA ASSURANCE	148.591.255	215.677.577	209.861.355	186.216.095
COLOMBE ASSURANCES	40.593.318	44.062.573	44.732.829	43.238.254
CREDIT AGRICOLE RISK INSURANCE	-	-	-	15.228.034
D.K.V. LUXEMBOURG	5.962.332	808.740	756.458	0
EUROP ASSISTANCE	33.654	42.226	42.795	0
FOYER-ARAG	95.038	121.274	102.476	109.586
FOYER ASSURANCES	3.449.974	3.354.699	3.574.380	3.732.390
INTERLUX ASSURANCES MALADIE	1.122.232	1.408.041	1.756.154	1.710.000
PRIMELUX	71.580.000	38.682.436	38.052.306	15.192.949
SPHINX ASSURANCES Luxembourg	0	10.207.055	10.828.226	12.226.034
SWISS RE INTERNATIONAL	-	-	-	724.816.785
SHIPOWNERS MUTUAL PROTECTION	97.768.926	99.416.457	99.898.923	133.770.746
SHIPOWNERS MUTUAL STRIKE	8.771.314	8.309.230	9.173.951	13.951.479
THE WEST OF ENGLAND SHIPOWNERS MUTUAL INSURANCE	210.415.202	248.149.273	164.309.675	323.256.955
Total	729.159.347	806.625.307	741.323.607	1.511.790.228
Variations annuelles		10,6%	-8,1%	103,9%

Source : ACA

2. Vie des sociétés

2.1. Négociations collectives

Après de longues et difficiles négociations, les partenaires sociaux sont finalement arrivés à un accord qui couvre les années 2009, 2010 et 2011.

A part le volet financier, il a été convenu de maintenir telles quelles les dispositions de l'ancienne Convention Collective et de ne procéder qu'à des adaptations purement matérielles, notamment afin d'adapter la plupart des références légales qui ont changé suite à la codification du droit du travail.

Concernant la partie financière, la Convention Collective reflète un compromis qui tend à atteindre un équilibre entre, d'une part, les répercussions de la crise financière et économique sur les entreprises et la dégradation en découlant de leurs résultats et, d'autre part, les postulats prônés par le Gouvernement et repris par l'ACA en faveur d'un maintien du pouvoir d'achat.

Le volet financier se décline comme suit :

Pour l'année 2009 :

- enveloppe globale : ancienneté (0,5%) + performance (0,5%) de 1%
- pas d'augmentation linéaire
- prime de conjoncture de 90% de celle de 2008 (avec application de l'ancienneté)
- octroi de 4 heures de repos supplémentaires pour chaque salarié au titre de prime à la signature de la nouvelle Convention Collective (ce demi-jour de congé n'étant pas récurrent)

Pour l'année 2010 :

- enveloppe globale : ancienneté (0,5%) + performance (0,5%) de 1%
- augmentation linéaire de 0,3%
- prime de conjoncture de 100% de celle de 2008 (avec application de l'ancienneté)

Pour l'année 2011 :

- enveloppe globale : ancienneté (0,5%) + performance (0,5%) de 1%
- augmentation linéaire de 0,5%
- prime de conjoncture de 110% de celle de 2008 (avec application de l'ancienneté)

Les partenaires sociaux ont encore retenu de discuter de la mise en place de mesures en faveur du maintien de l'emploi.

Par ailleurs, l'ACA a discuté avec les syndicats, en amont des négociations collectives, les sujets de la formation et du compte épargne-temps. Pour les deux thèmes, l'ACA a soumis des propositions de texte aux partenaires sociaux.

2.2. Secret professionnel

L'applicabilité du secret professionnel à l'avenir a connu des développements incisifs au cours des dernières semaines. En effet, suite à la pression internationale allant toujours « crescendo » et des attaques de plus en plus virulentes, le gouvernement luxembourgeois, à l'instar des principales places concurrentes, a consenti à assouplir le secret bancaire et a accepté les standards de l'OECD et notamment l'entraide administrative (fiscale) sur demande motivée et justifiée (d'un soupçon de fraude fiscale).



L'ACA estime qu'un tel régime ne devrait pas se révéler trop préjudiciable sous condition que le « level playing field » (à la fois par rapport aux opérateurs concurrents et par rapport aux places avec lesquelles le Luxembourg se trouve en compétition) soit garanti et qu'à l'avenir un environnement juridique et fiscal stable puisse prévaloir et apporter la sécurité juridique requise pour restaurer la confiance des clients. Il ne fait aucun doute que la mauvaise image de la place sciemment alimentée et entretenue à l'étranger ainsi que l'assimilation simpliste entre secret et paradis fiscal nuisent considérablement au développement des affaires. L'ACA soutient dans ce contexte les efforts de LuxembourgforFinance en faveur d'une promotion vers l'étranger plus coordonnée mettant en avant les avantages de la place financière qui vont largement au-delà de considérations purement fiscales.

Il est à craindre que les discussions autour du secret vont malheureusement continuer, alors que les propositions de directives « taxation épargne » et «

assistance mutuelle » visent in fine l'échange d'informations automatique et généralisé.

L'ACA est d'avis qu'il faudra s'opposer fermement à une telle approche de « phishing » qui sonnerait le glas définitif et irrémédiable du secret et entraînerait des effets néfastes pour plusieurs créneaux de la place.

L'ACA estime qu'il y a lieu de revoir sa doctrine et conception du secret à la lumière de ces nouveaux éléments.

Pour avoir plus de clarté sur les répercussions pratiques et opérationnelles liées à l'adoption des standards OECD, l'ACA a mandaté une société de consultance de lui faire une analyse succincte de ces implications et de présenter les résultats de cette étude en marge de l'Assemblée Générale Ordinaire.

3. Le contexte national

3.1. Assurance automobile

- **Convention entre organismes d'indemnisation et Fonds de Garantie en cas d'insolvabilité d'un assureur RC AUTOS.**

Lors de la réunion entre Organismes d'Indemnisation et Fonds de Garantie en date du 06.11.2008 à Rome, le Fonds de Garantie Automobile luxembourgeois a signé la Convention en question.

Le champ d'application dudit accord est très fortement circonscrit dans la mesure où :

- il ne concerne que des véhicules immatriculés au Luxembourg
- l'accident doit avoir lieu au Luxembourg
- la victime est nécessairement un non-résident

La situation est dès lors tout à fait différente des autres conventions traitant le cas de l'insolvabilité et que le Bureau Luxembourg et le Fonds de Garantie Automobile ont toujours refusé de signer. Dans ces dispositifs la LPS est ciblée et le risque couru est incommensurable. En effet, il est concevable que pour diverses raisons une entreprise s'établisse au Luxembourg et pratique de la LPS sur une très grande échelle (assurant un parc automobile de plusieurs millions de véhicules p. ex.). En cas de faillite de cet assureur les organismes luxembourgeois concernés (Bureau Luxembourgeois ou Fonds de Garantie Automobile) devraient in fine prendre à charge les sinistres causés par les véhicules assurés par cet assureur. Evidemment, le marché luxembourgeois compte tenu de sa faible taille ne pourrait pas supporter une telle charge.

Compte tenu du cadre extrêmement restreint de l'accord proposé, un tel scénario catastrophe peut

d'emblée être écarté. Cette analyse est d'ailleurs partagée par le Secrétaire Général du COB.

Il s'avère même qu'en fin de compte l'accord envisagé n'augmente aucunement les engagements potentiels de notre Fonds de Garantie Automobile qui en toute hypothèse dans l'état actuel de notre législation devrait indemniser la victime non-résidente d'un accident causé sur le territoire luxembourgeois par un véhicule assuré par un assureur en état d'insolvabilité.

L'accord en question ne fait que remédier à une faille de la 4^{ème} directive et ne bouleversera d'aucune manière les procédures en place.

- **Suppression de la franchise de 500.- € en cas d'accident causé par un véhicule non-assuré.**

En effet, la directive 2005/14/CE abolit la disposition prévue dans la directive 84/05/CE, permettant l'application d'une franchise opposable à la victime pour les dégâts causés par un véhicule non assuré.

Partant l'alinéa c) de l'article 12 de l'actuel règlement grand-ducal du 11 novembre 2003 relatif au fonctionnement du Fonds de Garantie Automobile devra être supprimé.

Un projet de règlement grand-ducal traduisant la modification requise a été élaboré par le Commissariat aux Assurances et sera mis en instance par ce dernier.

- **Délai de forclusion en matière de Fonds de Garantie Automobile (FGA).**

Une extension du délai de forclusion a été souhaitée par le Conseil d'Administration du FGA alors qu'il s'avère que dans la pratique le délai de 6 mois ne peut pas toujours être respecté. Le caractère très contraignant de ce délai a provoqué un effet collatéral pervers dans la mesure où certaines compagnies ont pris l'habitude de notifier systématiquement au Fonds de Garantie Automobile les sinistres pour lesquels la couverture d'assurance n'est pas établie avec certitude dès le départ. Par ailleurs, les délais en vigueur à l'étranger se révèlent comme beaucoup plus longs (p. ex. 3 et 5 ans en Belgique et en France).

Le Commissariat aux Assurances s'est montré sensible à l'argumentaire du Fonds de Garantie Automobile. Il a donné à considérer qu'en droit commun le délai de forclusion est de 3 ans en matière d'assurances et que par ailleurs un délai de forclusion plus long que 6 mois est dans l'intérêt de la victime.

Il s'est déclaré d'accord pour proposer aux instances gouvernementales et législatives de porter le délai de déclaration de 6 mois à 3 ans et d'amender en ce sens l'article 22 point 1 de la loi du 16 avril 2003.

Le Commissariat aux Assurances a cependant fait valoir qu'il n'est guère opportun de procéder à une modification de la loi uniquement pour ce point et a préconisé de procéder à cette mise à jour de la loi à un moment ultérieur dans le cadre d'une autre procédure législative.

En attendant cette matérialisation législative, le Conseil d'Administration a préconisé d'anticiper cette extension du délai et de l'appliquer à partir du 1^{er} janvier 2009 (c. à d. aux sinistres survenus à partir de cette date).

3.2. Autres dossiers d'assurance non-vie

3.2.1. Réforme de l'assurance accidents

Les grandes lignes de la réforme de l'assurance accident ont été exposées et commentées dans le rapport annuel 2007. Le projet de loi afférent, en contradiction avec le timing prévu, ne sera voté qu'au cours de la prochaine législature.

3.2.2. RC Médecins « no fault » en matière de santé

L'introduction d'un système « no fault » en matière de santé qui se traduirait par une indemnisation automatique par un fonds public (sans devoir rapporter la preuve d'une faute ou négligence) des aléas thérapeutiques (à partir d'une certaine gravité pour éliminer les simples bagatelles) reste toujours d'actualité. Ce fonds public, qui serait alimenté par une cotisation obligatoire des salariés pourrait, le cas échéant, se retourner contre l'assureur RC du médecin en cas de faute commise par ce dernier. Dans le même contexte, il est proposé par l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes (AMMD) de rendre l'assurance RC professionnelle des médecins obligatoire.

L'ACA a adopté une position très critique concernant un tel concept de responsabilité objective qui entraînerait sans aucun doute un renchérissement important des coûts des couvertures d'assurances et entraînerait un coût salarial supplémentaire à supporter par l'économie et la société dans ces temps de crise.

3.2.3. Taxe d'assurance en matière d'assurance maritime

Suite au lobbying intensif et répété de l'ACA les assurances maritimes ont été formellement exonérées de la taxe d'assurance.

3.2.4. Déontologie en publicité

- **Code de bonne conduite relatif à la publicité en assurance-vie individuelle**

Soucieuse de garantir une communication adéquate, transparente et compréhensible, l'ACA s'est engagée à établir un Code de bonne conduite relatif à la publicité portant sur les assurances-vie individuelles. Dans ce domaine l'ACA se veut résolument précurseur en termes de transparence et d'information par rapport à d'autres secteurs qui, comme ses membres, font appel à l'épargne public.

Le Code de bonne conduite constitue un complément à la législation générale (loi du 30.07.2002) relative à la publicité trompeuse et la publicité comparative ainsi que la législation sectorielle relative à l'information contractuelle et précontractuelle et ne porte en rien préjudice aux obligations qui en découlent.

Le Code de bonne conduite vise l'assurance-vie individuelle « locale » c.-à-d. ciblant les consommateurs résidant sur le territoire luxembourgeois. En cas d'activité LPS (libre prestation de services), les législations des pays d'accueil sont applicables et comportent, le cas échéant, des principes et règles spécifiques. Le Code concerne exclusivement les produits d'assurance-vie qui comportent une composante épargne ou investissement. Sont donc exclues les assurances dédiées aux couvertures de risques pures (p. ex. assurance décès). Sont de même hors du champ d'application, les produits qui se rapportent à l'activité professionnelle de l'assuré. Le Code de bonne conduite repose sur les deux principes de base suivants :

- Le consommateur recevra pour chaque assurance-vie relevant du champ d'application de ce Code de bonne conduite, une information appropriée en fonction du type de produit et de la nature du support publicitaire par le biais d'une « fiche d'information financière assurance-vie ».
- Les informations à mentionner sur un support publicitaire dépendent de la nature de ce support. Soit toutes les informations sont reprises sur le support publicitaire même, soit seules quelques caractéristiques sont relevées, mais le support devra alors faire référence au lieu où l'information complète pourra être obtenue.

Le Code ne vise que la publicité de produit.

La publicité générale qui n'est pas axée sur les produits ne relève pas du champ d'application du Code de bonne conduite.

Le Code s'applique aux assurances sur la vie non liées à des fonds, aux assurances sur la vie liées à des fonds d'investissement et à une combinaison des deux.

Le Code de bonne conduite s'applique à toute entreprise d'assurances membre de l'ACA ainsi qu'aux intermédiaires des compagnies en question. En tant que « benchmark », le Code entend également s'appliquer aux entreprises établies non membres de l'ACA ainsi qu'aux opérateurs non établis pratiquant la publicité de produits d'assurance-vie (tombant dans le champ d'application prédéfini) à l'intention des résidents luxembourgeois.

Le Code sera soumis aux fins d'approbation à l'Assemblée Générale du 11.06.2009.

3.2.5. Commission Productivité

La Commission « Productivité » a pour objectif de rechercher des solutions permettant aux entreprises de travailler plus efficacement et à moindre coût. Le périmètre de sa mission s'étend à l'activité de l'assureur au sens large à l'exception bien évidemment des segments qui relèvent du droit de la concurrence à propos desquels une concertation pourrait être considérée comme une pratique prohibée car faussant la concurrence.

Dans une 1^{ère} phase, elle a décidé de se focaliser notamment sur dossiers suivants :

- suppression des conditions générales sur support papier au profit de supports électroniques
- centrale d'achat dans certains domaines

Pour chacun de ces sujets une fiche thématique sera établie, qui, en particulier, contiendra une estimation quantitative (coût de mise en place) et une évaluation qualitative (gains attendus). Il s'agira en particulier d'évaluer pour chaque thème les deux paramètres suivants : le potentiel de gain (simplification administrative, économies, meilleure efficacité opérationnelle, obtention de ristournes, poids plus important par l'union des forces ...) et la difficulté de mise en application (nécessité d'une modification législative ou réglementaire, nécessité de l'approbation par l'autorité de contrôle, coût de la mise en œuvre, bouleversements opérationnels ou organisationnels ...)

3.3. Assurance vie

3.3.1. Lutte contre le blanchiment d'argent

• Circulaire

Suite à la loi du 17.07.2008 transposant les directives 2005/64 et 2006/70 dans le droit positif luxembourgeois, le Commissariat aux Assurances a émis une nouvelle circulaire qui tient compte des changements découlant de la loi précitée qui corrige certaines imperfections de la précédente circulaire et prend en compte certaines observations formulées par l'ACA dans ce contexte.

4. Le contexte international

4.1. Solvabilité II

En date du 10 juillet 2007, la Commission européenne a adopté le projet de directive de la Solvabilité II.

La directive Solvabilité II présente de nouvelles règles concernant la position financière globale des compagnies d'assurance, en faisant en sorte que les exigences de capital imposées aux entreprises d'assurance reflètent mieux les risques auxquels celles-ci sont réellement confrontées, dans le but de mieux protéger les preneurs d'assurance. Cette directive prend en considération l'évolution actuelle de l'assurance, la gestion du risque, les techniques financières, les normes internationales de l'information financière et de surveillance prudentielle.

La Commission européenne via le CEIOPS a depuis organisé 4 études quantitatives publiques (Quantitative Impact Study) auxquelles chaque pays membre fut demandé de participer activement pour fournir des données et des évaluations fiables afin de permettre ainsi à la Commission européenne de formuler un texte viable pour la plus grande majorité des acteurs concernés.

A l'occasion du lancement de la « Quantitative Impact Study 4 » (QIS 4), par la Commission européenne, l'ACA avait organisé l'année dernière, conjointement avec le Commissariat aux Assurances, une réunion d'information afin d'explicitier le contenu des différentes parties du QIS 4 aux compagnies et les informer des spécifications techniques respectives y afférentes.

Le Commissariat aux Assurances s'était dit très satisfait par la suite de la participation appréciable des assureurs luxembourgeois à cette étude qui lui avait permis de mieux appréhender les conséquences des dispositions prévues dans Solvency II sur les compagnies luxembourgeoises et, notamment, avait pu influencer positivement la position lors des négociations.

Ce très important projet de directive a été approuvé avec une grande majorité en date du 22 avril 2009 par le Parlement européen.

Parallèlement, les négociations des différents Etats membres ont réussi à formuler un compromis de texte qui a trouvé l'aval du Conseil des Ministres.

En ce qui concerne la supervision de groupe, le texte tel qu'approuvé par le Parlement prévoit une série de nettes améliorations par rapport au système actuel même s'il ne va plus jusqu'à introduire un régime de soutien du groupe comme l'avait initialement proposé la Commission.

Selon le communiqué de presse de la Commission européenne qui a été publié à la suite de l'approbation par le Parlement européen, la directive Solvabilité II s'inscrit dans la stratégie « Mieux légiférer » de la Commission et dans sa volonté de simplifier l'environnement réglementaire et de limiter la paperasserie administrative. Elle entraînera le remplacement de 14 directives existantes par une directive unique. La Commission vise une entrée en vigueur du nouveau système à l'horizon 2012.

4.2. Taxation de l'épargne

Courant du 1^{er} trimestre 2008, la Commission européenne avait publié une proposition de directive visant à réformer le champ d'application de la directive « taxation de l'épargne » afin de mettre fin à d'éventuelles distorsions de concurrence. Ainsi, elle entendait étendre le champ d'application de cette nouvelle directive, à savoir, au moins, une partie des produits d'assurance-vie actuels qui, selon elle, seraient des produits substituables à d'autres produits d'investissement purs. Plus précisément, les textes faisaient état de produits d'assurances dont « la couverture des risques biométriques exprimée en moyenne sur la durée du contrat, est inférieure à 5% du capital assuré et (il s'agit d'une condition cumulative) dont la performance effective est entièrement liée à des intérêts ou revenus du type de ceux visés aux points a), a bis), c). et d) ... ».

Le Conseil d'administration de l'ACA avait eu par la suite un échange de vue extensif et sur les textes publiés et sur la prise de position y relative du CEA et considéré qu'un Groupe de travail ad hoc de l'ACA devrait compléter et peaufiner l'argumentaire développé par le CEA en y faisant notamment ressortir, outre l'aspect prévoyance, les éléments suivants :

- l'activité d'assurance-vie transfrontalière est marginale au niveau européen et ne justifie en rien l'application d'un régime qui entraînera un travail administratif lourd
- dans le cas d'une assurance-vie on se trouve dans le cadre d'une dépossession de titres et il s'agit d'une gestion collective
- montrer par le biais d'une illustration chiffrée que les coûts d'adaptation seraient disproportionnés par rapport à l'objectif poursuivi.

Parallèlement à l'élaboration de cette note qui expose les spécificités juridiques, fiscales, économiques et techniques, l'ACA avait mené une enquête quantitative en vue d'évaluer l'impact de l'inclusion de l'assurance-vie (telle que définie par la proposition) sur les produits distribués par les opérateurs luxembourgeois. Alors que cette étude laissait présager que quelque 5% des produits d'assurance-vie seraient concernés par la future directive, une étude commanditée auprès de Deloitte avait révélé que le coût d'implémentation total découlant de l'adaptation des processus informatiques et d'autres bou-

leversements organisationnels et procéduraux se chiffrent à approximativement 32 millions d'euros avec une marge de fluctuation de 20%. Un tel coût représentait 25% du résultat net du marché de l'assurance-vie luxembourgeois en 2006.

Depuis lors, sous la présidence française et, maintenant, sous la présidence tchèque, plusieurs reformulations de ces textes ont été publiées sans que pour autant un accord n'ait été trouvé au niveau politique.

Malgré le lobbying extensif du CEA qui, tout comme l'ACA, réfute de manière catégorique toute intégration de l'assurance dans le dispositif de la directive et ce tant pour les raisons liées directement aux spécificités de l'activité d'assurance que pour la disproportion qui serait créée entre le volume marginal des opérations « cross border » et l'ampleur des coûts engendrés par une extension de la directive à l'assurance-vie qui se traduirait en un non-level playing field des assureurs vis-à-vis des gestionnaires de fonds. La Commission européenne reste cependant persuadée qu'il y a lieu d'intégrer des produits d'assurance-vie dans le champ d'application.

L'ACA depuis a eu connaissance d'une communication de la part de la Commission européenne dans laquelle celle-ci souligne que « les produits ayant un caractère de contrat d'assurance véritablement vie ne sont pas visés » et « qu'il n'y aura en conséquence pas d'atteinte à l'assurance vie comme outil de prévoyance ».

Par ailleurs, la Commission européenne y précise qu'elle cible « les produits qui au-delà de leur présentation formelle comme contrat d'assurance, sont considérés par les investisseurs plutôt comme produits d'investissement » et qu'il lui importe de « veiller à l'équilibre de concurrence entre produits perçus comme équivalents, notamment entre les parts de fonds et les contrats d'assurance liés à des parts de fonds ». Elle ajoute encore que « pour limiter les coûts, les services de la Commission sont tout à fait disposés à discuter avec les Etats membres, le cas échéant, des mesures pratiques pour éviter que la directive épargne soit appliquée à des profits d'assurance qui ont déjà fait l'objet d'une communication obligatoire à l'administration fiscale de l'Etat de résidence du bénéficiaire effectif en application d'autres dispositions ».

Il s'agirait ainsi d'apparenter uniquement les produits d'assurance-vie de type « enveloppe d'assurance » à des produits financiers purs.

Le Groupe de travail ad hoc de l'ACA a, au courant de ses différentes réunions, développé à cet effet une proposition de définition qui se limiterait à l'inclusion de tels produits. Par ailleurs, il a dû réagir d'urgence à plusieurs reprises afin de prendre position par rapport à de nouvelles formulations émises par la présidence.

Parallèlement, l'ACA a contribué à plusieurs reprises proactivement aux travaux du CEA qui a pu, entre-temps, rejoindre un groupe de travail de la Commission européenne chargé de réfléchir sur les amendements à apporter aux textes sous revue, alors que, du moins pour l'instant, les positions politiques restent antagoniques notamment en ce qui concerne le type de produits financiers (et d'assurance) à inclure dans le futur texte.

Vu l'avancée dans ce dossier, les débouchés sont à attendre, probablement, pour les mois suivants.

Une fois le texte définitivement adopté, l'ACA se propose d'élaborer des lignes de bonne conduite afin de faciliter la mise en application pratique et d'éviter des risques d'abus de droit.

4.3. Assistance mutuelle

La Commission européenne a publié au courant du mois de février 2009 une nouvelle proposition de directive visant à réformer la directive actuelle 77/7799 relative à l'entre-aide fiscale. Il y est ainsi prévu qu'un Etat membre n'aurait dorénavant plus le droit d'invoquer des contraintes de sa législation nationale (p.ex. le secret professionnel) pour refuser un échange d'information dans le cadre de la procédure d'échange sur demande.

Un groupe de travail ad hoc de l'ACA a été créé afin d'évaluer les tenants et aboutissants de cette nouvelle proposition de texte et d'en déterminer la portée eu égard à la proposition de directive sur la taxation de l'épargne publiée quelques mois auparavant.

Le groupe conclura que le champ d'application de la directive se trouve élargi considérablement et vise

à côté de toutes taxes ou impôts directs et indirects également les cotisations sociales, de sorte que dans sa forme actuelle le texte pourrait même tendre à, in fine, abolir le secret.

L'ACA estime que les propositions de directive « assistance mutuelle » et « taxation de l'épargne » visent la même finalité, à savoir un échange étendu d'informations et par ricochet le sacrifice du secret sur l'autel de la lutte contre la fraude fiscale prise dans une acception dénaturément large, et ne peuvent pas être traitées isolément, mais qu'au contraire, elles nécessitent une approche globale.

L'ACA tient à souligner que l'unanimité en matière fiscale au niveau européen reste toujours de mise, de sorte qu'il n'est pas établi que cette proposition de texte sera adoptée en l'état. Depuis lors, ce texte n'a depuis plus connu d'amendements ni n'a figuré à l'ordre du jour des dernières réunions du Conseil des ministres.

A l'heure actuelle, il est ainsi difficilement prévisible quelle évolution connaîtra ce dossier surtout au regard des évolutions récentes qu'aura connu l'application future du secret professionnel dans les différents pays concernés.

4.4. TVA sur les produits financiers

Courant du 1^{er} trimestre 2008, la Commission européenne avait publié une nouvelle proposition de directive et de règlement en matière de taxe sur la valeur ajoutée sur les produits financiers.

Lors d'une entrevue d'une délégation de l'ACA avec Monsieur Heinen, directeur de l'Administration de l'Enregistrement, l'ACA avait été informée que les textes sous revue comportaient trois éléments nouveaux :

- Augmentation de la sécurité juridique de par les définitions proposées
- Possibilité de conférer aux opérateurs une option de taxation
- Possibilité de groupement des coûts (partage transfrontalier)

Lors de cette même entrevue, l'ACA avait soulevé trois points qui lui semblaient problématiques à la lecture des textes sous revue. En particulier il s'agissait de :

- La définition liée à l'intermédiation
- La notion de ce qui est dit « spécifique et essentiel »
- La clarification de la définition de l'assurance-vie

L'ACA y fit noter qu'en l'absence de différents éléments clefs elle ne pouvait s'exprimer plus en détail (i.e. sur quoi calculer la TVA ? quel serait alors le taux applicable ? est-ce que la taxe d'assurance disparaîtra alors ?, ...). L'ACA y avait encore souligné que la situation actuelle ne la gêne nullement.

Le dossier, très technique, a depuis été vivement discuté au sein des instances européennes sans qu'un consensus n'ait été trouvé à ce jour. Cependant, la dernière proposition de la présidence française relative à la définition de l'intermédiation restreint de manière irréaliste la notion d'intermédiation et ne tient nullement compte de la pratique de l'intermédiaire d'assurance sur le terrain.

L'ACA a fait part de ses critiques quant à ladite définition ainsi que de ses propositions d'amélioration du texte en question à la fois au Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et au CEA.

L'ACA a également participé à plusieurs « conférence call » du CEA consistant à déterminer la stratégie future dans ce dossier alors qu'un représentant de l'ACA a assisté (en sa qualité de membre de la Commission « Fiscalité » du CEA) aux réunions du CEA consacrées à ce sujet en vue d'analyser les différents amendements proposés par les présidences respectives (française et tchèque) et de convenir d'une prise de position commune.

La présidence tchèque a informé très récemment les parties prenantes que ce dossier (et notamment la problématique liée à l'intermédiation et à l'option to tax) sera relégué à la présidence prochaine (suédoise). Dans son rapport sur la situation actuelle, elle se dit satisfaite de l'avancée dans ce dossier et espère qu'un compromis saura être trouvé dans les plus brefs.

4.5. Produits d'investissement de détail

La Commission européenne a publié en date du 30/04/2009 une communication relative aux « produits d'investissement de détail » dans laquelle elle indique son intention de vouloir étendre la législation portant sur l'information (préalable) à fournir aux clients tout en réglementant davantage le cadre afférent aux pratiques de ventes en général.

La communication énumère ainsi des propositions pour une nouvelle approche législative horizontale, qui s'inspirerait des meilleures obligations existantes et les appliquerait à tous les produits concernés. En effet, selon la Commission européenne, ce renforcement des mesures de protection des investisseurs pour les principaux produits d'investissement de détail devient nécessaire alors que les incohérences de certaines normes actuelles peuvent porter préjudice aux investisseurs et fausser la concurrence sur le marché de l'investissement de détail.

En ce qui concerne l'information préalable du client, la Commission européenne entend se baser sur les travaux ayant été effectués dans le cadre de ces mêmes demandes de renseignement/d'information pour définir le KII (Key Investor Information) document pour les UCITS. Parallèlement, elle entend recourir au document précontractuel et standardisé régissant le volet relatif à la souscription des crédits pour consommateurs.

La Commission européenne prévoit de proposer cette approche horizontale pour arriver à un maximum de harmonisation en ce qui concerne notamment les pratiques commerciales/pratiques de ventes. Dans ce cadre, elle envisage de s'inspirer de MiFID en tant que benchmark et, surtout, de faire appliquer les mêmes dispositions de MiFID à des produits d'assurances de type « unit linked » pour lesquels aucun montant fixe n'est prévu en cas de décès du preneur ou à l'échéance du contrat ; produits qu'elle qualifie ainsi « d'investissements sous forme d'assurance-vie ».

Elle se dit consciente que cette notion est quelque peu abstraite et envisage de développer une définition générale à cet égard afin d'éviter toute insécurité juridique. De plus, elle élaborera une liste non

exhaustive contenant les produits financiers (et, a fortiori, les produits d'assurances) visés par cette même définition.

La Commission européenne ne demande pas de recevoir des prises de positions relatives à cette communication préalable mais entend consulter toutes les parties prenantes dans les mois qui viennent pour recueillir toute information technique dont elle se dit avoir besoin afin de préparer cette future législation.

Par ailleurs, une étude d'impact sera réalisée sous peu pour permettre à la Commission européenne de rendre publique sa nouvelle approche législative (c. à .d. horizontale) d'ici la fin de l'année 2009.

Le CEA entend engager un débat constructif à ce sujet avec les institutions européennes et présenter en tant qu'outil de lobbying sa « Key information check list (KIC) » relative aux contrats d'assurances vie de type « unit linked » qui a été adoptée lors de son dernier Executive Committee.

Parallèlement, le CEA a créé un groupe de travail transversal et spécifique destiné à analyser en détail les implications potentielles pour l'industrie pouvant découler de ces projets de la Commission européenne.

L'ACA a participé activement à ce « kickoff » et entend suivre de très près ce dossier dont les tenants et aboutissants risquent de ne pas se clarifier avant la publication même de la nouvelle proposition législative, à attendre pour d'ici la fin de l'année 2009.

Le Conseil d'administration se dit très préoccupé par cette communication dont les conséquences réelles ne sont discernables que très difficilement. Il se propose d'instaurer un Groupe de travail ad hoc y dédié et de convoquer en temps utile afin de permettre à l'ACA de contribuer proactivement aux travaux du CEA.

4.6. Commission Internationale Vie

4.6.1. Commission Internationale Vie (CIV)

La Commission Internationale Vie (CIV) s'est réunie en urgence début du mois de décembre 2008 afin de s'échanger sur plusieurs dossiers pressants qui

auraient pu avoir un impact considérable sur le secteur de l'assurance luxembourgeois et sur l'image de la place financière luxembourgeoise en général.

En effet, deux compagnies d'assurances s'étaient trouvées en difficulté alors que leurs banques dépositaires s'étaient mises sous gestion contrôlée de sorte qu'un risque réel d'insolvabilité pour ces assureurs n'avait plus pu être écarté.

Lors de cette réunion, le président de la CIV, M. Jean-Philippe Balon, a également informé les participants de l'état d'avancement du dossier relatif à la taxation de l'épargne et a fait le point sur les négociations en cours concernant Solvency II.

Finalement, le président de l'ACA, M. Marc Lauer, a relevé que des modifications substantielles en matière de définition du contrat d'assurance en Allemagne seraient à attendre pour le 1er janvier 2009. Il se disait optimiste en ce qu'aucune rétroactivité ne devrait s'appliquer aux contrats existants.

Par ailleurs, il souligna que d'ici la fin de l'année 2009, les discussions seraient closes de sorte que les compagnies devraient alors disposer de la sécurité juridique requise pour pouvoir travailler en conformité avec les nouvelles dispositions légales et, ainsi, être en mesure d'adapter leurs produits au nouveau régime fiscal.

4.6.1.1. Groupe de travail Allemagne

Au cours de la période sous revue, le groupe de travail Allemagne s'est notamment penché sur les problématiques suivantes :

- **VVG-Reform**

Les membres ont eu plusieurs échanges de vues sur les voies adoptées par les différentes compagnies membres en ce qui concerne la mise en pratique de la réforme importante du droit des contrats d'assurances allemand qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2008.

- **Verschärfung der Regeln zur steuerlichen Behandlung von Lebensversicherungen (Überarbeitung des BMF-Schreibens vom 22.12.2005; Gesetzliche Regelung zur Besteuerung von Versicherungen mit individueller Vermögensverwaltung)**

Le groupe de travail a procédé à l'analyse d'un projet de loi et d'un projet de circulaire élaborés par le BMF (Bundesministerium der Finanzen) qui se traduisaient par un changement du régime fiscal pour les contrats d'assurance vie.

En ciblant en particulier les « manteaux d'assurances » («Versicherungsmäntel») les autorités allemandes ont introduit et défini le « contrat d'assurance de gestion de bien » comme un nouveau type de contrat d'assurance, dont les revenus seraient alors soumis à une taxation transparente.

En outre l'initiative du législateur allemand fixait des nouveaux minima de couverture du risque « décès » pour des contrats d'assurance de vie bénéficiant des avantages fiscaux.

Après des amendements substantiels du projet de loi la loi a été adoptée en décembre 2008. Selon cette nouvelle loi la taxation transparente des « contrats d'assurance de gestion de bien » s'applique à partir du 01.01.2009 et concerne également des contrats existants (« fausse rétroactivité »). Les nouveaux minima de couverture du risque « décès » s'appliquent aux nouveaux contrats d'assurance souscrits à partir du 01/04/2009.

- **Übernahme der Meldepflicht des Versicherungsvermittlers durch das ausländische Versicherungsunternehmen**

En ce qui concerne l'obligation des intermédiaires d'assurances domestiques en Allemagne de notifier certaines informations concernant les nouveaux contrats d'assurances de vie souscrits à partir du 01/01/2009 à l'administration fiscale allemande, les textes autorisent les compagnies à s'en charger directement – de sorte, que le développement de la LPS sur le marché allemand n'a pas trop été inhibé mais risque de se voir ralentir tout de même vue que l'attractivité des produits se verra diminuée considérablement par rapport aux produits d'assurances commercialisés directement à partir de l'Allemagne.

Les membres se sont concertés sur les possibilités pratiques permettant à une compagnie d'assurance étrangère de procéder au transfert des informations obligatoires sans violer les dispositions légales du Luxembourg eu égard au secret professionnel. Ils abordaient l'utilisation d'un mandat conféré par les preneurs d'assurances et ont convenu - si un besoin des membres se manifestait - de se pencher sur

des pistes éventuelles des formulations possibles du mandat hors concours de l'ACA.

4.6.1.2. Groupe de travail Belgique

Au cours de la période sous revue, le groupe de travail Belgique s'est notamment penché sur les problématiques suivantes :

- **Prélèvement de frais de gestion par « annulation d'unités de compte »**

L'arrêté royal du 14 novembre 2003 (modifiant l'arrêté royal du 17 novembre 1992) qui détermine les conditions d'agrément des entreprises et organismes d'assurances aux fins de l'exercice des activités d'assurances en Belgique a été analysé au sein de l'ACA pour en déterminer les conséquences sur les compagnies luxembourgeoises opérant en Belgique.

Dans le cadre de cette analyse les membres ont considéré qu'il y a lieu de lire conjointement l'article 64 et l'article 27 de l'arrêté royal de sorte que les dispositions y prévues relatives à l'interdiction du prélèvement des frais de gestion par diminution d'unités de compte ne seraient pas applicables pour les compagnies d'assurances opérant en LPS à partir du Luxembourg.

Toutefois, la question n'a pas pu être tranchée à 100% ce alors qu'une interprétation contraire pourrait tout aussi bien être avancée alors que, selon différentes voix, cette disposition aurait un caractère d'intérêt général et devra ainsi être respectée par toutes les entreprises d'assurances opérant en Belgique.

En guise de conclusion, l'ACA a considéré dès lors que chaque compagnie devrait ainsi faire un choix individuel sur la démarche à suivre tout en recommandant aux compagnies d'assurances opérant en Belgique de veiller systématiquement à bien informer les clients sur les bases et méthodes utilisées pour l'établissement de la tarification, afin de limiter les risques.

En outre, il a été considéré lors de cette analyse qu'il serait peut-être indiqué de demander au Commissariat aux Assurances si les modalités d'établissement de la tarification (dont le mode de prélèvement des frais de gestion) relèvent du droit de l'Etat membre d'origine (droit prudentiel) ou de celui applicable au

contrat d'assurance-vie (en l'occurrence, dans ce cas-ci, la loi belge).

Alors qu'aucun changement législatif n'est intervenu à ce sujet depuis 2003 en Belgique, l'autorité de contrôle belge (CBFA) a contesté à plusieurs reprises depuis le 2ème semestre 2008 la pratique commerciale d'une (voire de plusieurs) compagnie(s) d'assurances luxembourgeoises opérant en Belgique et qui consiste dans un prélèvement des frais de gestion par le biais d'annulation d'unités de compte.

La CBFA a invoqué les dispositions de l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurances sur la vie qui prévoit que le nombre d'unités de fonds doit toujours rester invariable et ce aussi dans un souci de transparence. Le CBFA a considéré ainsi que cet arrêté royal doit obligatoirement être respecté par toutes les compagnies d'assurances c. à d. aussi par celles opérant du Luxembourg.

Toutefois, le fait que d'autres pays aient choisi pour leurs assureurs locaux, au contraire de la Belgique, le prélèvement des frais par le biais d'annulation d'unités de compte, justement pour favoriser la transparence est interpellant et plaide effectivement pour une coexistence légale des deux systèmes.

Le Groupe de travail Belgique s'est penché sur ces considérations afin de développer, comme stipulé par le Conseil d'administration de l'ACA, un argumentaire circonstancié relatif à cette problématique.

• Fonds dormants en assurance sur la vie

Le GT Belgique a procédé à l'analyse de la nouvelle proposition de loi organisant la recherche et l'information des bénéficiaires des contrats d'assurance vie « dormants » (loi du 24 juillet 2008, chapitre V).

En particulier, trois points ont attiré l'attention des membres du groupe :

- Champ d'application / Définition (art 3)
- Recherche du bénéficiaire (art 4 et art 5)
- Transfert des dossiers et des capitaux à la Caisse belge des Dépôts et Consignations, 4 ans après la date de connaissance de l'exigibilité des prestations (art 6)

Les membres du groupe de travail se sont accordés à dire que l'application telle quelle de cette loi à leur portefeuille 'LPS - contrats belges' est qua-

siment impossible. En outre le groupe a identifié les contraintes et obstacles suivants :

- existence du secret professionnel à Luxembourg : les assureurs ne peuvent pas communiquer des données à la Caisse belge des Dépôts et Consignations
- contact avec le preneur d'assurance : le plus souvent, les communications sont envoyées à une adresse 'correspondance' (l'intermédiaire, le partenaire - banque privée, etc)
- la plupart des produits sont 'open ended' ou 'vie entière' : il n'y aura jamais d'arrivée à terme
- notification du décès de l'assuré : la communication à ce sujet n'est pas systématique
- accès au Registre National belge : l'accès passe obligatoirement par Assuralia.

Ce dossier reste sous surveillance.

• Application de l'article 119 de la loi du 25.06.1992

Le groupe s'est également penché sur l'analyse d'une question d'un membre portant sur l'application de l'article 119 de la loi du 25.06.1992, à savoir en présence de deux preneurs d'assurance, quels sont les droits du preneur d'assurance survivant i.e. s'il est habilité à exercer tous les droits qui sont liés à la police.

Après analyse il est remarqué qu'en théorie cette faculté existe mais qu'il y a lieu, en tant que compagnie d'assurances, de se prémunir contre tout risque de poursuite éventuel en incluant de manière expresse dans les conditions générales que les dispositions s'appliquent à tous les droits de la police d'assurance.

• Impact pratique de l'arrêt du 26 juin 2008 de la Cour Constitutionnelle de Belgique : art. 124 Loi sur le contrat d'assurance terrestre

Même si l'arrêt n'a qu'un effet 'relatif' (c-à-d entre parties au procès), les membres ont considéré qu'il y a lieu d'être prudent et d'informer correctement la clientèle et le réseau de vente. Il s'agira en l'occurrence de :

- prêter attention à la formulation des clauses bénéficiaires 'standard' et de donner préférence aux désignations nominatives
- vérifier l'adéquation entre la volonté du preneur et les règles d'égalité entre héritiers et de protection des héritiers réservataires

- préciser, peut-être, dans la clause bénéficiaire une dispense de rapport (autrement dit, que l'attribution aux bénéficiaires est faite «hors part»)

Parmi les aspects positifs de la loi, on relève qu'il n'y aura pas de requalification systématique des contrats et, surtout, que l'article 123 n'est pas mis en cause. Ainsi, l'assureur pourra continuer à verser le capital assuré au bénéficiaire désigné sans risquer d'engager sa responsabilité et, le cas échéant, de se voir poursuivre en justice par un héritier se considérant lésé. Cependant, cet héritier légal, pourra toujours intenter une action en justice contre le bénéficiaire en question.

4.6.1.3. Groupe de travail France

Au cours de la période sous revue, le groupe de travail France s'est notamment penché sur les problématiques suivantes :

- **Protection des actifs représentatifs relatifs à des contrats souscrits, d'une part, auprès d'une compagnie d'assurances luxembourgeoise et, d'autre part, auprès d'une compagnie française ;**
- **Analyse comparative des mécanismes de protection des actifs existants en France et au Grand-duché.**

Le Groupe de travail a procédé à ce comparatif en analysant, d'une part, l'étendue des contrôles effectués par l'autorité de contrôle et par le réviseur et, d'autre part, les garanties conférées aux clients en ce qui concerne les actifs représentatifs et les privilèges éventuels dont ils disposent en cas de défaillance d'une compagnie d'assurance.

Les membres du groupe ont conclu que la sécurité dont dispose un preneur d'assurance ayant souscrit un contrat d'assurance-vie auprès d'une compagnie luxembourgeoise est de meilleure qualité en comparaison à celle existante en cas de souscription d'un contrat auprès d'un assureur établi en France et ce, tant au niveau des garanties (patrimoine distinct) qu'au niveau du rang dont il bénéficie en qualité de créancier de ladite compagnie (directement après les employés, l'administration fiscale luxembourgeoise et la sécurité sociale).

• Les contrats en déshérence

Le groupe a analysé en détail la problématique liée aux contrats en déshérence afin notamment d'en déterminer l'importance au niveau individuel et, le cas échéant, de fixer des règles pouvant être coulées dans un code de conduite. Sur ce dernier point, les membres du groupe ont conclu qu'il n'y a pas lieu d'émettre une recommandation déontologique particulière en la matière.

Par ailleurs, les membres ont convenu de ne pas développer plus amplement ce thème, sauf si une évolution nouvelle en justifiait l'utilité.

• Le représentant fiscal en France

Les membres du groupe ont analysé la problématique de la représentation fiscale et, notamment, les informations susceptibles de lui être communiquées.

Un sondage a été effectué auprès des membres du groupe afin de connaître les pratiques les plus répandues et ainsi pouvoir aborder les principaux problèmes rencontrés par les compagnies.

Par ailleurs, le groupe a eu un échange de vues sur la nature et la portée du mandat à faire signer par le preneur d'assurance.

Au vu des résultats des échanges de vues, le groupe a considéré que la question relative au représentant fiscal, même si elle demeure entière, ne pourra être tranchée valablement à l'heure actuelle.

Il préconise de se focaliser dans ses réunions prochaines notamment sur :

- le nouveau devoir de conseil des compagnies ;
- la rémunération des intermédiaires par rétrocession déterminée sur base des sous-jacents.

4.6.1.4. Groupe de travail Italie

Au cours de la période sous revue, le groupe de travail Italie s'est notamment penché sur les problématiques suivantes :

- **l'impact de la nouvelle réglementation sur les émetteurs, et plus particulièrement sur la problématique de la notification du prospectus ;**

- le régime du « Sostituto d'imposta »

Le Groupe de travail a analysé les effets d'un règlement italien pour les compagnies luxembourgeoises opérant en LPS et ayant opté pour le statut de « sostituto d'imposta ».

S'appuyant également sur divers avis juridiques déjà existants, il a ainsi mis en évidence des arguments illustrant le caractère discriminatoire de ce règlement et contraire au droit communautaire.

4.6.1.5. Groupe de travail Portugal

Au cours de la période sous référence, le groupe a analysé la législation fiscale portugaise et a conclu qu'à certains égards, elle revêt un caractère discriminatoire à l'égard des compagnies luxembourgeoises opérant en LPS.

Le Conseil d'administration a sollicité un avis juridique auprès d'un cabinet d'avocats portugais afin de voir confirmer sa position quant au caractère discriminatoire dudit régime fiscal. Cet avis juridique a servi par la suite de fondement au dépôt d'une plainte auprès de la Commission européenne.

L'ACA a entre-temps eu connaissance que la Commission européenne est déjà devenue active en la matière et a déjà adressé un courrier à l'administration portugaise pour pallier à cette mesure réglementaire discriminatoire.

4.6.2. Sous-commission Produits

Au cours de la période sous revue la Sous-commission Produits s'est notamment penchée sur l'analyse de la nouvelle circulaire 08/1 en vue de l'élaboration d'un nouveau code de conduite.

Parallèlement, les compagnies se sont échangées sur les problèmes qu'elles ont pu rencontrer et sur les possibilités conférées par la nouvelle circulaire.

Il est ressorti des échanges – qu'en général – les possibilités conférées sont très bien accueillies et que plusieurs compagnies ont noté depuis une augmentation sensible des contrats collectifs internes voire des contrats de type « fonds dédiés ».

Cependant, des confusions persistent au niveau de l'applicabilité des limites respectivement sur des fonds ou sur des contrats d'assurance.

Nonobstant ces interrogations, les membres du groupe se sont accordés sur la formulation à retenir dans le cadre de la mise à jour du code de bonne conduite.

4.7. Commission Promotion

La Commission Promotion avait relevé qu'une promotion ne saurait être efficace qu'avec l'appui et la contribution active de tout un chacun. Or, tel n'est pas toujours le cas surtout et aussi au vu des réactions quasi-inexistantes aux demandes répétées de Luxembourg for Finance (LFF) relatives aux destinations de prédilection à visiter en 2009 voire en 2010. La Commission Promotion espère ainsi que les compagnies membres de l'ACA participent à l'avenir plus massivement aux missions financières de LFF.

L'ACA a participé de son côté à une mission économique qui s'est déroulée en Italie du Nord afin de se familiariser avec le déroulement d'une telle mission et pour identifier, le cas échéant, des points pouvant faciliter la participation des compagnies membres à l'avenir.

Un courrier circonstancié a, par la suite, été adressé à LFF dans lequel ont été relatés les différents points que l'ACA aimerait voir améliorés voire développés afin d'augmenter l'efficacité et la visibilité de Luxembourg for Finance tant à l'étranger qu'au Luxembourg.

La Commission Promotion a également réalisé un descriptif succinct des activités de l'ACA que LFF entend intégrer dans ses publications diverses.

En ce qui concerne les travaux consistant à promouvoir les produits et les avantages de la place luxembourgeoise, il a été décidé qu'au vu de considérations actuelles au niveau européen, il est préférable de ne pas publier trop de détails pour l'instant et d'attendre l'aboutissement des discussions en cours.

5. Relation avec d'autres organisations

5.1. Nos partenaires locaux



L'agence LuxembourgforFinance (LfF) a été créée au 1^{er} janvier 2008 sous forme de partenariat public-privé et est présidée par le Ministre du Trésor et du Budget, M. Luc Frieden.

LfF a ainsi de multiples tâches englobant :

- la présentation des structures et des avantages de la place financière luxembourgeoise
- l'organisation de séminaires internationaux et la participation à des foires renommées
- l'entretien de contacts avec les « opinion leaders » des médias internationaux
- la communication de la diversité des carrières offertes par le secteur financier
- l'émission régulière de brochures et de documentation sur les produits et services de la place et sur leur cadre légal, réglementaire et fiscal
- le développement d'un site Internet multilingue servant de carte de visite et d'instrument de communication tant au niveau national qu'international.



PROFIL a été créée à l'initiative des associations professionnelles relevant du secteur financier luxembourgeois. Son but prioritaire consiste à intensifier la promotion de l'image de la place financière à travers une démarche structurée et professionnelle.

L'association réunit les représentants du secteur bancaire, des assureurs, des fonds d'investissement, des gestionnaires de fortunes, des domiciliataires de sociétés, des avocats, des experts-comptables, des réviseurs d'entreprises ainsi que des activités auxiliaires.

Pour soutenir davantage les efforts de promotion vers l'extérieur et assurer une politique de communication coordonnée et structurée sur la place financière, l'Etat luxembourgeois et PROFIL ont conclu un partenariat public privé sous la dénomination LuxembourgforFinance (LfF) ou Agence pour le Développement de la Place Financière.

Au cours de la période sous revue, PROFIL s'est notamment penchée sur

- la crise financière
- l'organisation du Luxembourg Financial Forum
- l'analyse de sujets d'actualités intéressant la place financière.

L'ACA est représentée auprès de PROFIL par M. Paul Hammelmann.



L'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) est l'organisation faîtière du patronat luxembourgeois qui représente de par ses membres, en l'occurrence les organisations et chambres professionnelles patronales, l'intégralité des entreprises du secteur privé à l'exception de celles relevant du secteur primaire. Au cours de la période sous revue, l'UEL a notamment travaillé sur :

• le statut unique

Le statut unique, certainement le dossier le plus important, apporte des changements importants :

- un régime unique pour les ouvriers et les employés privés
- la continuation de la rémunération en cas de maladie pendant en moyenne 13 semaines
- la modification de l'assiette cotisable
- la fusion des caisses de maladie du secteur privé dans la Caisse Nationale de Santé (CNS)
- la fusion des caisses de pension du secteur privé dans la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP)
- l'instauration d'une Mutualité des employeurs qui rembourse partiellement aux employeurs les rémunérations continuées en cas de maladie.

• La réforme fiscale

L'ACA partage les vues du patronat regroupé au sein de l'UEL en matière de politique fiscale compétitive et salue qu'un groupe de travail a été chargé de proposer des améliorations tendant à une compétitivité renforcée.

L'ACA estime que dans ce cadre la fiscalité de l'assurance, qui touche les particuliers, ne devra pas pour autant être négligée surtout compte tenu de la fonction sociale de l'assurance. Elle souhaite notamment que les plafonds déductibles prévus dans le cadre de l'article 111 LIR ainsi que les seuils spécifiques de l'assurance « solde restant dû », qui n'ont plus été adaptés depuis des décennies, soient ajustés.

Alors que le Gouvernement ait procédé à une adaptation des plafonds « assurances » déductibles dans le cadre des assurances soldes restant dû, il n'a malheureusement pas pris en compte l'adaptation des autres seuils préconisés.

L'ACA est représentée au Conseil d'Administration de l'UEL par son Président et son Secrétaire Général.



Le Conseil économique et social du Grand-Duché de Luxembourg a été institué par la loi du 21 mars 1966, modifiée par celles des 15 décembre 1986 et 15 juin 2004. Le Conseil économique et social est

l'institution consultative centrale et permanente du Gouvernement en matière d'orientation économique et sociale. Il est l'enceinte du dialogue social et de la concertation socioprofessionnelle au plan national et supranational sur les problèmes économiques, sociaux et financiers, auxquels il s'agit de trouver des solutions consensuelles.

Il remplit un rôle important de prospective et de catalyseur d'idées.

L'ACA est représentée au sein du CES par M. Paul Hammelmann, membre effectif et par M. Paul-Charles Origer, membre suppléant.



La Chambre de Commerce est une institution de droit public, regroupant toutes les entreprises, hormis l'agriculture et l'artisanat, qui disposent de leur propre chambre professionnelle. Au Grand-Duché de Luxembourg l'affiliation à la Chambre de Commerce est obligatoire pour toutes les personnes physiques, les sociétés commerciales, ainsi que les succursales de sociétés étrangères établies au Luxembourg, exerçant une activité commerciale, financière ou industrielle.

Le secteur des assurances est représenté à l'Assemblée Plénière de la Chambre de Commerce par M. Marc Lauer.



L'Institut National pour le Développement durable et pour la responsabilité sociale des entreprises (INDR) a été fondé en 2007 par les organisations patronales membres de l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL).

L'INDR a pour objet de promouvoir dans le cadre de l'engagement durable, le concept de la responsabilité sociale et sociétale des entreprises (RSE).

L'ACA est représentée au Conseil d'Administration de l'INDR par son Président et son Secrétaire Général.



L'a.s.b.l. « XBRL LUXEMBOURG » a été constituée en date du 17.01.2007. L'association a principalement comme objet de promouvoir et de développer le standard technique XBRL, en particulier dans les reportings financiers.

L'ACA est représentée au Conseil d'Administration d'XBRL par M. Paul Hammelmann et par M. Christian Eilert en tant que suppléant.

Observatoire juridique de la Place Financière du Luxembourg

L'objet principal, voire exclusif de cet observatoire est la constitution d'une vaste base de données sur le droit bancaire et financier et le droit des assurances luxembourgeois, accessible sur internet (<http://observatoire.codeplafi.lu/>).

Le site comprend l'intégralité des lois et des règlements en vigueur ainsi que les circulaires des autorités de contrôle. Certaines normes internationales ou européennes, en particulier les directives communautaires, y sont également intégrées.

A côté de ces sources primaires, la base contient également des indications sur la jurisprudence luxembourgeoise et de nombreuses références doctrinales.

Alors que le site ne comprenait au début que le volet sur le droit bancaire et financier, il a entretemps évolué pour être complété par le volet relatif au secteur des assurances (activités du secteur, entreprises d'assurance et de réassurance, autorité de contrôle, fonds de pension, ...)

L'ACA est représentée auprès de l'Observatoire juridique du CODEPLAFI par M. Paul-Charles Origer.

5.2. Nos partenaires internationaux



Au cours de la période sous revue, le CEA s'est notamment penché sur les problématiques suivantes :

- Crise financière
- Solvency II
- Taxation de l'épargne
- Taxe sur la valeur ajoutée
- Discrimination
- Coassurance
- Produits d'investissement de détail
- Information du consommateur
- Fonds d'insolvabilité
- Fragmentation du marché automobile

Par ailleurs, le CEA a définitivement pu clore avec les déboires de son passé qui avaient pour conséquence l'affaiblissement considérable de son influence auprès de la Commission européenne. Le siège social est entre-temps établi à Bruxelles, à proximité des décideurs de l'Union Européenne et un nombre considérable de collaborateurs qualifiés a pu être engagé de sorte que le CEA a atteint de nouveau sa vitesse de croisière normale.

L'ACA est représentée dans la Conférence des Directeurs Généraux par M. Paul Hammelmann et, dans le Comité du Marché Unique, par M. Christian Eilert.

5.3. Autres partenaires



Parmi les points forts de l'activité de l'Association pour la santé au travail du secteur financier (ASTF) en 2008, il y a lieu de citer que l'objectif premier de l'ASTF a été les visites d'embauche. Au total, 6.891 examens d'embauche ont été réalisés par les médecins de l'ASTF.

Ceci a été possible par la création, à partir de mars 2007, d'une deuxième filière d'examen dans ses locaux au centre-ville ce qui témoigne aussi du succès de la restructuration profonde entamée en 2006 et quasi-terminée entre-temps.

L'ACA est représentée au Conseil d'Administration de l'ASTF par M. Christian Eilert.



L'Association des gestionnaires de réassurances (AGERE), dont l'ACA assume le Secrétariat moyennant une participation forfaitaire au budget de l'ACA, est présidée par M. Tomas Wittbjer.

Parmi les thèmes abordés lors de la période sous revue, on peut notamment citer :

- l'élaboration d'une brochure sur le secteur des captives au Luxembourg
- la participation au groupe de travail « réassurances » de Luxembourg for Finance
- la création d'un site web dédié à l'AGERE (URL : www.agere.lu)
- l'analyse des résultats de l'étude QIS 4 et les implications éventuelles

Autres ...

• Foire de l'Etudiant

Le Ministère de l'Enseignement supérieur avait contacté l'ACA pour participer à la Foire de l'étudiant qui s'est déroulé les 13 et 14 novembre 2008.

Afin d'accroître la visibilité du secteur, l'ACA y a été présentée sur un stand regroupant différentes associations du secteur financier luxembourgeois, telles que l'ALFI, l'ABBL, IFBL.

Promotion dans les médias

• RTL – Cartes blanches économiques

Depuis janvier 2007, l'ACA est présente sur l'antenne de RTL Radio:

Les textes des émissions peuvent être consultés en intégralité sur notre site Internet : www.aca.lu

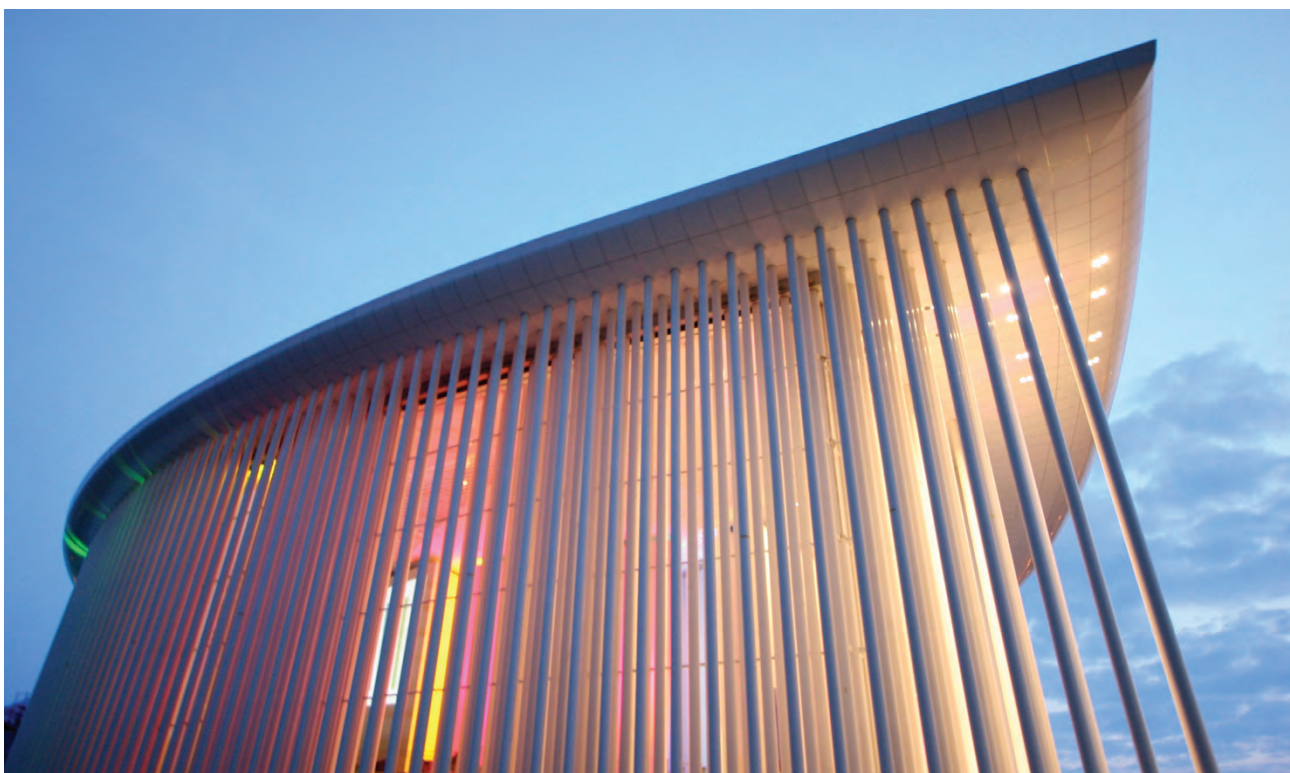


L'ALAC a été fondée en 1992. L'association regroupe quelque 130 actuaires actifs sur le marché luxembourgeois.

L'ALAC organise régulièrement des manifestations ouvertes à tous sur des sujets ayant trait à l'actuariat.

Les dernières conférences, auxquelles les membres de l'ACA ont également été invités, ont porté sur les sujets suivants :

- La Directive Solvabilité II : implémentation pratique d'un modèle interne
- Evolution du droit des assurances
- Une nouvelle opportunité d'investissement : Le marché des Traded Endowment Policies (TEP) en Grande Bretagne
- La fraude en assurance de personnes
- Etablissement des tables de mortalité au Luxembourg



6. 10^e Journée de l'assurance

La 10^e Journée de l'Assurance s'est déroulée en date du 5 juin 2009 dans la Salle de Musique de Chambre à la Philharmonie à Luxembourg.

Après une introduction par M. Paul Hammelmann, le président de l'ACA, M. Marc Lauer a souhaité la bienvenue à tous les invités, a exposé la situation du secteur et a introduit le sujet de la Journée ainsi que l'orateur de marque à cette occasion, à savoir, le Dr. Paul Hentgen, qui a référé sur la nouvelle économie psychique.

Par la suite, le Ministre de tutelle, M. Luc Frieden a pris la parole.

La Journée de l'Assurance fut clôturée par le traditionnel verre de l'amitié

7. L'association en 2008

7.1. Conseil d'Administration

Présidence

En date du 05/06/2008, lors de sa première réunion qui a suivi l'Assemblée Générale Ordinaire 2008, le Conseil d'Administration a nommé à l'unanimité :

M. Marc LAUER comme Président, et

M. André BREDIMUS comme Vice-Président

Administrateurs

Le Conseil d'Administration se compose de 9 administrateurs dont 2 administrateurs représentant les compagnies pratiquant principalement l'assurance vie en LPS :

M. Jean-Philippe BALON
ING LIFE LUXEMBOURG

M. André BREDIMUS
BALOISE ASSURANCES

M. Paul DE COOMAN
AXA ASSURANCES

M. Jacques HANSOULLE
FORTIS LUXEMBOURG ASSURANCES

M. Pit HENTGEN
LA LUXEMBOURGEOISE

M. Marc LAUER
FOYER ASSURANCES

M. Pierre MERSCH
ASPECTA INTERNATIONAL

M. Alain SCHAEDEGEN
ALLIANZ INSURANCES

M. David STEINEGGER
LOMBARD INTERNATIONAL ASSURANCES

Suppléants

Le Conseil d'Administration comprend en outre 9 administrateurs suppléants dont un administrateur suppléant représentant les compagnies pratiquant principalement l'assurance vie en LPS et un administrateur suppléant représentant les compagnies pratiquant principalement l'assurance non-vie internationale :

Mme Myriam DALLANOCE
INTERLUX ASSURANCES MALADIE

M. Philip ASPDEN
West of England Shipowners Mutual
Insurance

M. Dirk BILLEMONT
FORTIS ASSURANCES LUXEMBOURG

M. Romain BRAAS
BALOISE VIE

M. Jean MARCHES
NATIXIS LIFE

M. Alain NICOLAI
AXA ASSURANCES

M. Patrick SCHOLS
DEXIA LIFE & PENSIONS

M. Luc THEMELIN
LA LUXEMBOURGEOISE

M. Gilbert WOLTER
FOYER ASSURANCES

Honorariat

L'ACA est depuis toujours soucieuse d'établir un pont entre le passé, le présent et le futur. A ce titre, une importance toute particulière a toujours été accordée à l'honorariat :

Sont Présidents d'honneur :

M. Marcel DELL
M. Robert HENTGEN
M. Nico REYLAND
M. François TESCH

M. Jean PRUM, président d'honneur de l'ACA, est décédé en octobre de l'année dernière.

L'ACA souhaite rendre hommage à un homme chaleureux dont l'extrême compétence, la grande clairvoyance, l'esprit hautement cultivé et l'humour caractéristique lui manqueront. Avec Monsieur PRUM, l'A.C.A. perd une personnalité qui a profondément marqué le monde de l'assurance au cours des dernières décennies.

Sont Administrateurs honoraires :

M. Gabriel DEIBENER
M. Georges HENGEN
M. Jean NEUMAN
M. Yvan REINARD
M. Jean WORRE

7.2. Membres de l'ACA

Actuellement, l'ACA compte **70 membres**. Depuis la publication du rapport annuel 2007, **3 demandes d'admission** ont été introduites :

CREDIT AGRIGOLE RISK INSURANCE S.A.
SWISS LIFE PRODUCTS (LUXEMBOURG)
SWISS RE INTERNATIONAL

L'ACA est très heureuse d'avoir pu accueillir ces 3 nouveaux membres prestigieux et espère pouvoir leur procurer une valeur ajoutée réelle.

Changement de dénomination

- A compter du 20 août 2008, HAMBURG-MANNHEIMER devient ERGO LIFE
- A compter de janvier 2009, INVESTLIFE devient CARDIF LUX INTERNATIONAL

Dissolution de la société

INTERPOLIS Luxembourg S.A.
 Publication au Mémorial C n°654 du 26 mars 2009

Renonciation à l'agrément

GENERALI Luxembourg S.A.
 Publication au Mémorial B n°6 du 23 janvier 2009

7.3. Secrétariat Général

Le Conseil d'Administration est assisté d'un Secrétariat Général, nécessaire à la bonne conduite des affaires de l'association.

La Direction

M. Paul Hammelmann

Conseiller juridique

Au titre de Secrétaire Général, M. Paul Hammelmann dirige l'ACA depuis 1980 et veille au bon déroulement de la gestion opérationnelle de l'association.

M. Paul-Charles Origer

Attaché de Direction

Juriste de formation, M. Origer est en charge de tous les dossiers ayant trait au marché indigène et, de manière générale, suit toute activité du secrétariat ayant un caractère juridique.

M. Christian Eilert

Attaché de Direction

Economiste de formation, M. Christian Eilert est en charge des questions ayant un caractère économique ou financier et, notamment, des dossiers ayant trait à l'activité vie en LPS.

L'assistance à la Direction de l'ACA

Mme Chantal Gansen

Secrétaire de Direction

Assume, entre autres, l'assistance administrative de M. Paul Hammelmann.

Mme Annick Beckius

Secrétaire de Direction

Est en charge, entre autres, de la comptabilité, du calcul et suivi du paiement des cotisations et des événements propres à l'ACA (Journée de l'Assurance, ...).

Mme Patrizia Trasatti

Secrétaire de Direction

Assume, entre autres, l'assistance administrative des Attachés de Direction et la mise à jour du site Internet de l'ACA.

Mme Nadine Feller

Réceptionniste

Est en charge, entre autres, de l'accueil, des envois et d'autres fonctions logistiques.

Le Bureau Luxembourgeois

Mme Luciana Morolli

Responsable Administrative

Mme Isabelle Spautz

Responsable Administrative Mmes Morolli et Spautz assument le suivi administratif des dossiers du Bureau Luxembourgeois et du Fonds de Garantie Automobile, ainsi que des demandes d'information adressées au Fonds de Garantie Automobile en sa qualité de Centre d'Information.

8. Annexe Statistiques 2008

I.	Synthèse Générale	43
II.	Assurance Non-Vie	
	Synthèse	45
	Au Luxembourg : détail par branche	46
	A l'étranger : détail par branche	48
III.	Assurance Vie	
	Synthèse	50
	Détail national et international	51
IV.	Personnel employé A.7	54

I. Synthèse générale

Membres de l'ACA en 2008

Compagnie	Total encaissement	Non-vie			Vie		
		Total	National	International	Total	National	International
1 ABN AMRO LIFE	48.373.141				48.373.141	3.438	48.369.703
2 AIG EUROPE - LUXEMBOURG BRANCH	21.693.098	21.693.098	19.762.414	1.930.684			
3 ALLIANZ INSURANCE LUXEMBOURG	18.032.113	18.032.113	18.032.113				
4 ALLIANZ LIFE LUXEMBOURG	82.100.716				82.100.716	26.739.708	55.361.008
5 AME LIFE LUX S.A.	25.977.614				25.977.614	6.895.600	19.082.014
6 AME LUX	8.332.281	8.332.281	8.332.281				
7 ARISA ASSURANCES	36.447.494	36.447.494	37.257	36.410.237			
8 ASPECTA ASSURANCE INTL. LUXEMBOURG	183.431.298				183.431.298		183.431.298
9 ATRADIUS CREDIT INSURANCE	1.848.020	1.848.020	1.848.020				
10 AXA ASSURANCES LUXEMBOURG	89.840.082	89.840.082	89.840.082				
11 AXA ASSURANCES VIE LUXEMBOURG	60.016.435				60.016.435	48.192.726	11.823.709
12 BALOISE ASSURANCES LUXEMBOURG	35.119.225	35.119.225	35.119.225				
13 BALOISE EUROPE-VIE	4.243.921				4.243.921	109.767	4.134.154
14 BALOISE VIE LUXEMBOURG	320.802.372				320.802.372	34.420.558	286.381.814
15 BRITISH MARINE LUXEMBOURG							
16 CALI EUROPE	397.507.427				397.507.427	527.320	396.980.107
17 CAMCA ASSURANCE	186.216.095	186.216.095		186.216.095			
18 CARDIF LUX INTERNATIONAL	723.938.052				723.938.052	13.618.662	710.319.390
19 CMI INSURANCE (LUXEMBOURG)	249.631				249.631		249.631
20 COLOMBE ASSURANCES	43.238.254	43.238.254		43.238.254			
21 COMMERCIAL UNION INTERNATIONAL LIFE	173.505.272				173.505.272	35.669	173.469.603
22 CREDIT AGRICOLE RISK INSURANCE	15.373.913	15.373.913	145.879	15.228.034			
23 D.A.S - LUXEMBURG							
24 D.K.V. GLOBALITY							
25 D.K.V. LUXEMBOURG	17.876.472	17.876.472	17.876.472				
26 DB VITA	84.927.000				84.927.000		84.927.000
27 DEXIA LIFE & PENSIONS	413.338.686				413.338.686	21.709.545	391.629.141
28 ERGO LIFE	8.927.963	434.600	434.600		8.493.363	8.493.363	
29 EURESALIFE	91.025.619				91.025.619	292.237	90.733.382
30 EUROP ASSISTANCE	1.724.748	1.724.748	1.724.748				
31 EXCELL LIFE INTERNATIONAL							
32 FORTIS LUXEMBOURG IARD	22.031.133	22.031.133	22.031.133				
33 FORTIS LUXEMBOURG VIE	1.032.603.510				1.032.603.510	61.422.079	971.181.431
34 FOYER ARAG	5.425.150	5.425.150	5.315.564	109.586			
35 FOYER ASSURANCES	248.010.632	248.010.632	244.278.242	3.732.390			
36 FOYER INTERNATIONAL	107.271.832				107.271.832	5.094.913	102.176.919
37 FOYER SANTE	6.165.781	6.165.781	6.165.781				
38 FOYER VIE	80.687.790				80.687.790	76.347.823	4.339.967
39 IMPERIO LUXEMBOURG							
40 ING LIFE LUXEMBOURG	134.306.366				134.306.366	705.222	133.601.144

Membres de l'ACA en 2008 (suite)

Compagnie	Total encaissement	Non-vie			Vie		
		Total	National	International	Total	National	International
41 INTEGRALE LUXEMBOURG	9.617.401				9.617.401	3.735.042	5.882.359
42 INTERLUX ASSURANCES MALADIE	4.667.089	4.667.089	2.957.089	1.710.000			
43 INTERPOLIS LUXEMBOURG							
44 KAUPTHING LIFE & PENSIONS							
45 LA LUXEMBOURGEOISE	174.426.764	174.426.764	174.426.764				
46 LA LUXEMBOURGEOISE VIE	90.736.048				90.736.048	90.735.448	601
47 LA MONDIALE EUROPARTNER	295.115.596				295.115.596	341.930	294.773.666
48 LOMBARD INTERNATIONAL ASSURANCE	2.730.113.873				2.730.113.873		2.730.113.873
49 LUXLIFE	162.572				162.572		162.572
50 MASS MUTUAL Europe	104.159.452				104.159.452	100.000	104.059.452
51 NATIXIS LIFE	160.707.475				160.707.475	700.000	160.007.475
52 NEMIAN LIFE & PENSIONS	15.725.084				15.725.084	87.069	15.638.015
53 NORD EUROPE LIFE LUXEMBOURG	30.833.659				30.833.659	297.000	30.536.659
54 NORDEA LIFE & PENSIONS	100.006.183				100.006.183	115.721	99.890.462
55 P&V ASSURANCES	46.846.963	33.362.918	33.362.918		13.484.045	13.484.045	
56 PRIMELUX	15.336.044	15.336.044	143.095	15.192.949			
57 PRIVATE ESTATE LIFE	239.747.662				239.747.662	3.454.056	236.293.606
58 R + V LUXEMBURG LEBENSVERSICHERUNG	903.856.002				903.856.002		903.856.002
59 RAIFFEISEN VIE	5.089.957				5.089.957	4.948.740	141.217
60 SOGELIFE	940.523.452				940.523.452	600.147.000	340.376.451
61 SPHINX ASSURANCES LUXEMBOURG	12.633.735	12.633.735	407.701	12.226.034			
62 SWISS LIFE (LUXEMBOURG)	487.751.685				487.751.685	156.827.983	330.923.702
63 SWISS LIFE PRODUCTS (LUXEMBOURG)	68.069				68.069		68.069
64 SWISS RE INTERNATIONAL	722.599.650	722.599.650	-2.217.135	724.816.785			
65 THE SHIPOWNERS MUTUAL PROTECTION AND INDEMNITY	134.216.637	134.216.637	445.891	133.770.746			
66 THE SHIPOWNERS MUTUAL STRIKE	13.951.479	13.951.479		13.951.479			
67 THE WEST OF ENGLAND SHIPOWNERS MUTUAL INSURANCE	323.448.243	323.448.243	191.288	323.256.955			
68 VITIS LIFE	174.644.426				174.644.426	898.345	173.746.080
69 VORSORGE LUXEMBURG	164.433.395				164.433.395		164.433.395
70 ZURICH EUROLIFE							
Total	12.632.027.731	2.192.451.651	680.661.424	1.511.790.228	10.439.576.080	1.180.481.009	9.259.095.071

II. Assurances non-vie en 2008

Synthèse

Compagnie	Total	Au Luxembourg	A l'étranger
Montants en euros	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation
AIG EUROPE - LUXEMBOURG BRANCH	21.693.098	19.762.414	1.930.684
ALLIANZ INSURANCE LUXEMBOURG	18.032.113	18.032.113	
AME LUX	8.332.281	8.332.281	
ARISA ASSURANCES	36.447.494	37.257	36.410.237
ATRADIUS CREDIT INSURANCE NV	1.848.020	1.848.020	
AXA ASSURANCES LUXEMBOURG	89.840.082	89.840.082	
BALOISE ASSURANCES LUXEMBOURG	35.119.225	35.119.225	
BRITISH MARINE LUXEMBOURG			
CAMCA ASSURANCE	186.216.095		186.216.095
COLOMBE ASSURANCES	43.238.254		43.238.254
CREDIT AGRICOLE RISK INSURANCE	15.373.913	145.879	15.228.034
D.A.S - LUXEMBURG			
D.K.V. GLOBALITY			
D.K.V. LUXEMBURG	17.876.472	17.876.472	
ERGO LIFE	434.600	434.600	
EUROP ASSISTANCE	1.724.748	1.724.748	
FORTIS LUXEMBOURG IARD	22.031.133	22.031.133	
FOYER-ARAG	5.425.150	5.315.564	109.586
FOYER ASSURANCES	248.010.632	244.278.242	3.732.390
FOYER SANTE	6.165.781	6.165.781	
INTERLUX ASSURANCES MALADIE	4.667.089	2.957.089	1.710.000
LA LUXEMBOURGEOISE	174.426.764	174.426.764	
P&V ASSURANCES	33.362.918	33.362.918	
PRIMELUX	15.336.044	143.095	15.192.949
SPHINX ASSURANCES LUXEMBOURG	12.633.735	407.701	12.226.034
SWISS RE INTERNATIONAL	722.599.650	-2.217.135	724.816.785
THE SHIPOWNERS MUTUAL PROTECTION AND INDEMNITY	134.216.637	445.891	133.770.746
THE SHIPOWNERS MUTUAL STRIKE	13.951.479		13.951.479
THE WEST OF ENGLAND SHIPOWNERS MUTUAL INSURANCE	323.448.243	191.288	323.256.955
Total	2.192.451.651	680.661.424	1.511.790.228

Au Luxembourg: détail par branche

Compagnie	Total	1. Accidents	2. Maladie	3. Corps de véhicules terrestres (non ferroviaires)
Montants en euros	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation
AIG EUROPE - LUXEMBOURG BRANCH*	19.762.414	2.131.599	3.917	38.189
ALLIANZ INSURANCE LUXEMBOURG	18.032.113	504.026	60.689	6.356.699
AME LUX	8.332.281	189.005		3.505.008
ARISA ASSURANCES	37.257			
ATADIUS CREDIT INSURANCE NV	1.848.020			
AXA ASSURANCES LUXEMBOURG	89.840.082	2.939.685	2.616.913	28.262.341
BALOISE ASSURANCES LUXEMBOURG	35.119.225	1.146.368		11.076.951
CREDIT AGRICOLE RISK INSURANCE	145.879			
D.A.S - LUXEMBURG				
D.K.V. GLOBALITY				
D.K.V. LUXEMBOURG	17.876.472		17.876.472	
ERGO LIFE	434.600	434.600		
EUROP ASSISTANCE	1.724.748			
FORTIS LUXEMBOURG IARD	22.031.133	1.083.730		
FOYER-ARAG	5.315.564			
FOYER ASSURANCES	244.278.242	7.594.011		68.036.889
FOYER SANTE	6.165.781		6.165.781	
INTERLUX ASSURANCES MALADIE	2.957.089		2.957.089	
LA LUXEMBOURGEOISE	174.426.764	6.408.042	1.127.757	54.104.285
P&V ASSURANCES	33.362.918	2.657.498		11.409.160
PRIMELUX	143.095			
SPHINX ASSURANCES LUXEMBOURG	407.701			
SWISS RE INTERNATIONAL	-2.217.135			
THE SHIPOWNERS MUTUAL PROTECTION AND INDEMNITY	445.891			
THE WEST OF ENGLAND SHIPOWNERS MUTUAL INSURANCE	191.288			
Total	680.661.424	25.088.564	30.808.618	182.789.521

Au Luxembourg: détail par branche (suite)

Compagnie	10. R.C. véhicules terrestres automoteurs	11. R.C. véhicules aériens	12. R.C. véhicules maritimes, lacustres et fluviaux	13. R.C. générale
Montants en euros	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation
AIG EUROPE - LUXEMBOURG BRANCH*	3.300.572			6.581.309
ALLIANZ INSURANCE LUXEMBOURG	6.067.993			1.188.895
AME LUX	2.990.905			455.823
ARISA ASSURANCES	37.257			
ATADIUS CREDIT INSURANCE NV				
AXA ASSURANCES LUXEMBOURG	21.834.390	384	14.629	7.538.299
BALOISE ASSURANCES LUXEMBOURG	8.843.748			3.254.292
CREDIT AGRICOLE RISK INSURANCE				77.934
D.A.S - LUXEMBURG				
D.K.V. GLOBALITY				
D.K.V. LUXEMBOURG				
ERGO LIFE				
EUROP ASSISTANCE				
FORTIS LUXEMBOURG IARD			3.819	5.955.555
FOYER-ARAG				
FOYER ASSURANCES	47.145.419	642	42.300	20.886.735
FOYER SANTE				
INTERLUX ASSURANCES MALADIE				
LA LUXEMBOURGEOISE	40.787.987		24.399	11.419.602
P&V ASSURANCES	9.431.778			2.370.651
PRIMELUX				
SPHINX ASSURANCES LUXEMBOURG				139.747
SWISS RE INTERNATIONAL				23.865
THE SHIPOWNERS MUTUAL PROTECTION AND INDEMNITY			434.744	
THE WEST OF ENGLAND SHIPOWNERS MUTUAL INSURANCE			191.288	
Total	140.440.050	1.026	711.179	59.892.708

4. Corps de véhicules ferroviaires	5. Corps de véhicules aériens	6. Corps de véhicules maritimes, lacustres et fluviaux	7. Marchandises transportées	8. Incendie et éléments naturels	9. Autres dommages aux biens
Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation
			50.000		801.961
				2.123.077	1.214.941
				470.281	502.857
		3.800	869.006	10.750.068	8.935.112
			376.617	3.356.698	6.128.554
				7.607.779	4.520.656
		32.785	6.451.703	34.217.098	32.442.075
		32.514	194.260	19.168.362	38.592.939
		29.593		6.445.708	8.899
					247.846
	-2.241.000				
	-2.241.000	98.692	7.941.586	84.139.070	93.395.839

14. Crédit	15. Caution	16. Pertes pécuniaires diverses	17. Protection juridique	18. Assistance	19. Réassurance acceptée
Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation
		2.210.354	102.237		4.542.276
		224.128	270.365	21.299	
			161.469	56.933	
1.848.020					
		3.165.259	1.615.956	872.054	422.185
		260.237	675.760		
		67.945			
				1.724.748	
		2.702.711	156.882		
			5.315.564		
		26.478.828		1.045.440	-95.683
		19	2.437.099	129.500	
		66.458	737.658	205.516	
		20.108			
			11.147		
1.848.020		35.196.048	11.484.138	4.055.491	4.868.778

A l'étranger (EU et hors EU): détail par branche

Compagnie	Total	1. Accidents	2. Maladie	3. Corps de véhicules terrestres (non ferroviaires)
Montants en euros	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation
AIG EUROPE - LUXEMBOURG BRANCH	1.930.684	180.654		
ARISA ASSURANCES	36.410.237	882.798	968.695	5.350.424
BRITISH MARINE Luxembourg				
CAMCA ASSURANCE	186.216.095			
COLOMBE ASSURANCES	43.238.254			
CREDIT AGRICOLE RISK INSURANCE	15.228.034			
D.K.V. GLOBALITY				
D.K.V. LUXEMBOURG				
EUROP ASSISTANCE				
FOYER-ARAG	109.586			
FOYER ASSURANCES	3.732.390	41.961		1.072.007
INTERLUX ASSURANCES MALADIE	1.710.000		1.710.000	
PRIMELUX	15.192.949			
SPHINX ASSURANCES LUXEMBOURG	12.226.034			
SWISS RE INTERNATIONAL	724.816.785		5.723.299	
THE SHIPOWNERS MUTUAL PROTECTION AND INDEMNITY	133.770.746			
THE SHIPOWNERS MUTUAL STRIKE	13.951.479			
THE WEST OF ENGLAND SHIPOWNERS MUTUAL INSURANCE	323.256.955			
Total	1.511.790.228	1.105.413	8.401.994	6.422.431

A l'étranger (EU et hors EU): détail par branche (suite)

Compagnie	10. R.C. véhicules terrestres automoteurs	11. R.C. véhicules aériens	12. R.C. véhicules maritimes, lacustres et fluviaux	13. R.C. générale
Montants en euros	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation
AIG EUROPE - LUXEMBOURG BRANCH				1.208.777
ARISA ASSURANCES	14.572.015			2.439.551
BRITISH MARINE Luxembourg				
CAMCA ASSURANCE				6.860.143
COLOMBE ASSURANCES				
CREDIT AGRICOLE RISK INSURANCE				7.010.432
D.K.V. GLOBALITY				
D.K.V. LUXEMBOURG				
EUROP ASSISTANCE				
FOYER-ARAG				
FOYER ASSURANCES	1.284.245			72.079
INTERLUX ASSURANCES MALADIE				
PRIMELUX				3.093.622
SPHINX ASSURANCES LUXEMBOURG				3.670.536
SWISS RE INTERNATIONAL		51.795.927	1.388.251	169.535.817
THE SHIPOWNERS MUTUAL PROTECTION AND INDEMNITY			130.426.477	
THE SHIPOWNERS MUTUAL STRIKE				
THE WEST OF ENGLAND SHIPOWNERS MUTUAL INSURANCE			323.256.955	
Total	15.856.260	51.795.927	455.071.683	193.890.957

4. Corps de véhicules ferroviaires	5. Corps de véhicules aériens	6. Corps de véhicules maritimes, lacustres et fluviaux	7. Marchandises transportées	8. Incendie et éléments naturels	9. Autres dommages aux biens
Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation
					221.675
					6.852
				521.953	6.668.915
			20.911.284	21.420.138	906.832
				725.396	511.763
				8.872.023	
					6.723.795
	128.017.556	75.999.599	15.803.729	89.560.342	7.903.670
	128.017.556	75.999.599	36.715.013	121.099.851	22.943.501

14. Crédit	15. Caution	16. Pertes pécuniaires diverses	17. Protection juridique	18. Assistance	19. Réassurance acceptée
Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation	Primes nettes d'annulation
		163.543	200		155.835
		3.542.999	2.251.731	6.395.172	
	171.915.084	250.000			
		8.217.602			
			109.586		
				24.941	
		3.093.622			133.682
		1.014.808			816.895
2.807.157	114.563.235				61.718.203
			3.344.269		
		13.951.479			
2.807.157	286.478.319	30.234.053	5.705.786	6.420.113	62.824.615

III. Assurances vie en 2008

Synthèse

Primes émises en euros	Total	dont, au Luxembourg	dont, A l'étranger
à l'étranger"	21.693.098	19.762.414	1.930.684
ABN AMRO LIFE	48.373.141	3.438	48.369.703
ALLIANZ LIFE LUXEMBOURG	82.100.716	26.739.708	55.361.008
AME LIFE LUX S.A.	25.977.614	6.895.600	19.082.014
ASPECTA ASSURANCE INTL. LUXEMBOURG	183.431.298		183.431.298
AXA ASSURANCES VIE LUXEMBOURG	60.016.435	48.192.726	11.823.709
BALOISE EUROPE-VIE	4.243.921	109.767	4.134.154
BALOISE VIE LUXEMBOURG	320.802.372	34.420.558	286.381.814
CALI EUROPE	397.507.427	527.320	396.980.107
CARDIF LUX INTERNATIONAL	723.938.052	13.618.662	710.319.390
CMI INSURANCE (LUXEMBOURG)	249.631		249.631
COMMERCIAL UNION INTERNATIONAL LIFE	173.505.272	35.669	173.469.603
DB VITA	84.927.000		84.927.000
DEXIA LIFE & PENSIONS	413.338.686	21.709.545	391.629.141
ERGO LIFE	8.493.363	8.493.363	
EURESA LIFE	91.025.619	292.237	90.733.382
EXCELL LIFE INTERNATIONAL			
FORTIS LUXEMBOURG VIE	1.032.603.510	61.422.079	971.181.431
FOYER INTERNATIONAL	107.271.832	5.094.913	102.176.919
FOYER VIE	80.687.790	76.347.823	4.339.967
IMPERIO LUXEMBOURG			
ING LIFE LUXEMBOURG	134.306.366	705.222	133.601.144
INTEGRALE LUXEMBOURG	9.617.401	3.735.042	5.882.359
INTERPOLIS			
KAUPTHING LIFE & PENSION			
LA LUXEMBOURGEOISE VIE	90.736.048	90.735.448	601
LA MONDIALE EUROPARTNER	295.115.596	341.930	294.773.666
LOMBARD INTERNATIONAL ASSURANCE	2.730.113.873		2.730.113.873
LUXLIFE	162.572		162.572
MASS MUTUAL Europe	104.159.452	100.000	104.059.452
NATIXIS LIFE	160.707.475	700.000	160.007.475
NEMIAN LIFE & PENSIONS	15.725.084	87.069	15.638.015
NORD EUROPE LIFE LUXEMBOURG	30.833.659	297.000	30.536.659
NORDEA LIFE & PENSIONS	100.006.183	115.721	99.890.462
P&V ASSURANCES	13.484.045	13.484.045	
PRIVATE ESTATE LIFE	239.747.662	3.454.056	236.293.606
R + V LUXEMBURG LEBENSVERSICHERUNG	903.856.002		903.856.002
RAIFFEISEN VIE	5.089.957	4.948.740	141.217
SOGELIFE	940.523.452	600.147.000	340.376.451
SWISS LIFE (LUXEMBOURG)	487.751.685	156.827.983	330.923.702
SWISS LIFE PRODUCTS (Luxembourg)	68.069		68.069
VITIS LIFE	174.644.426	898.345	173.746.080
VORSORGE LUXEMBURG	164.433.395		164.433.395
ZURICH EUROLIFE			
Total	10.439.576.080	1.180.481.009	9.259.095.071

Détail national et international

Compagnie		Total du marché							
Ventilation :		par type de produit				par type de souscription		par type de prime	
Primes émises en euros		Non liée à des fonds d'invest.	Liée à des fonds d'invest.	Opérations de capitalisation	Gestion fonds coll. de retraite	Réassurance acceptée	Assurances collectives	Assurances individuelles	Primes périodiques / Primes uniques
ABN AMRO LIFE		1.019.521	35.325.829		12.027.791		12.027.791	36.345.350	48.373.141
ALLIANZ LIFE LUXEMBOURG		22.807.217	59.286.528	6.971			3.128.471	78.972.245	21.997.273 / 60.103.443
AME LIFE LUX S.A.		12.010.215	503.592	13.463.807				25.977.614	8.599.112 / 17.378.501
ASPECTA ASSURANCE INTL. LUXEMBOURG		8.543.077	174.888.221					183.431.298	90.421.816 / 93.009.482
AXA ASSURANCES VIE LUXEMBOURG		57.701.708	2.314.727				26.914.445	33.101.990	31.642.389 / 28.374.046
BALOISE EUROPE-VIE		129.070	4.114.851				191.320	4.052.601	4.243.921
BALOISE VIE LUXEMBOURG		29.091.922	291.710.450				17.380.464	303.421.908	26.222.330 / 294.580.042
CALI EUROPE		210.762.041	173.471.577	13.273.809				397.507.427	397.507.427
CARDIF LUX INTERNATIONAL		314.369.426	409.568.626				2.480.712	721.457.340	14.147.628 / 709.790.424
CMI INSURANCE (LUXEMBOURG)		249.631						249.631	249.631
COMMERCIAL UNION INTERNATIONAL LIFE		35.669	173.469.603				35.669	173.469.603	24.068.109 / 149.437.163
DB VITA			84.927.000					84.927.000	83.882.000 / 1.045.000
DEXIA LIFE & PENSIONS		105.582.301	307.756.385				12.908.544	400.430.142	8.835.747 / 404.502.939
ERGO LIFE		8.204.137	289.226					8.493.363	8.204.137 / 289.226
EURESIA LIFE		15.212.756	75.069.416	743.447				91.025.619	1.643.679 / 89.381.940
EXCELL LIFE INTERNATIONAL									
FORTIS LUXEMBOURG VIE		42.788.285	989.815.225				26.786.348	1.005.817.162	40.981.204 / 991.622.306
FOYER INTERNATIONAL		11.778	107.260.054					107.271.832	4.191.621 / 103.080.211
FOYER VIE		77.562.080	3.123.664			2.046	14.705.000	65.982.790	57.036.790 / 23.651.000
IMPERIO LUXEMBOURG									
ING LIFE LUXEMBOURG		8.080.563	126.225.803					134.306.366	1.134.753 / 133.171.613
INTEGRALE LUXEMBOURG		9.617.401					7.671.278	1.946.123	3.994.176 / 5.623.226
INTERPOLIS									
KAUPTHING LIFE & PENSION									
LA LUXEMBOURGEOISE VIE		87.781.370	2.930.695			23.983	36.020.410	54.715.638	67.696.986 / 23.039.063
LA MONDIALE EUROPARTNER		103.508.480	145.435.854	46.171.262			16.748.781	278.366.815	19.435.316 / 275.680.280
LOMBARD INTERNATIONAL ASSURANCE			2.730.113.873					2.730.113.873	180.557.937 / 2.549.555.936
LUXLIFE		162.572						162.572	162.572
MASS MUTUAL Europe		316.462	103.842.990					104.159.452	104.159.452
NATIXIS LIFE		82.880.930	77.826.545					160.707.475	160.707.475
NEMIAN LIFE & PENSIONS			15.725.084					15.725.084	15.062.918 / 662.166
NORD EUROPE LIFE LUXEMBOURG		24.555.838	6.277.821					30.833.659	30.833.659
NORDEA LIFE & PENSIONS		158.032	99.742.248	105.903				100.006.183	781.324 / 99.224.859
P&V ASSURANCES		13.484.045					2.905.177	10.578.868	10.277.476 / 3.206.569
PRIVATE ESTATE LIFE		1.155.793	238.414.329	177.540				239.747.662	1.925.155 / 237.822.507
R + V LUXEMBURG LEBENSVERSICHERUNG		200.073.565	703.782.437					903.856.002	329.915.322 / 573.940.680
RAIFFEISEN VIE		5.089.957						5.089.957	755.200 / 4.334.757
SOGELIFE		771.090.322	169.433.129					940.523.452	940.523.452
SWISS LIFE (LUXEMBOURG)		120.918.210	358.629.053		7.578.115	626.308	119.365.186	368.386.499	121.967.703 / 365.783.982
SWISS LIFE PRODUCTS (Luxembourg)			68.069					68.069	68.069
VITIS LIFE		29.338.323	145.306.103					174.644.426	6.232 / 174.638.193
VORSORGE LUXEMBURG			164.433.395					164.433.395	125.382.513 / 39.050.882
ZURICH EUROLIFE									
Total		2.364.292.697	7.981.082.401	73.942.739	19.605.906	652.337	299.269.596	10.140.306.483	1.405.406.570 / 9.034.169.509

Détail national et international (suite)

Compagnie		Au Luxembourg								
Ventilation :		par type de produit					par type de souscription		par type de prime	
Primes	euros	Non liée à des fonds d'invest.	Liée à des fonds d'invest.	Opérations de capitalisation	Gestion fonds coll. de retraite	Réassurance acceptée	Assurances collectives	Assurances individuelles	Primes périodiques	Primes uniques
ABN AMRO LIFE			3.438					3.438		3.438
ALLIANZ LIFE LUXEMBOURG		22.568.623	4.171.085				3.128.471	23.611.237	21.997.273	4.742.435
AME LIFE LUX S.A.		5.841.337		1.054.263				6.895.600	5.531.556	1.364.043
ASPECTA ASSURANCE INTL. LUXEMBOURG										
AXA ASSURANCES VIE LUXEMBOURG		47.594.017	598.709				17.294.390	30.898.336	22.771.872	25.420.854
BALOISE EUROPE-VIE			109.767					109.767		109.767
BALOISE VIE LUXEMBOURG		26.540.881	7.879.677				17.380.464	17.040.094	23.180.410	11.240.148
CALI EUROPE		482.320	45.000					527.320		527.320
CARDIF LUX INTERNATIONAL		12.931.295	687.367				2.480.712	11.137.950	2.480.712	11.137.950
CMI INSURANCE (LUXEMBOURG)										
COMMERCIAL UNION INTERNATIONAL LIFE		35.669					35.669			35.669
DB VITA										
DEXIA LIFE & PENSIONS		17.444.690	4.264.855				12.908.544	8.801.001	8.835.747	12.873.798
ERGO LIFE		8.204.137	289.226					8.493.363	8.204.137	289.226
EURESALIFE			292.237					292.237		292.237
EXCELL LIFE INTERNATIONAL										
FORTIS LUXEMBOURG VIE		37.835.912	23.586.167				26.786.348	34.635.731	38.576.378	22.845.701
FOYER INTERNATIONAL			5.094.913					5.094.913		5.094.913
FOYER VIE		73.473.477	2.872.300			2.046	14.705.000	61.642.823	54.086.702	22.261.121
IMPERIO LUXEMBOURG										
ING LIFE LUXEMBOURG		665.222	40.000					705.222	572.721	132.501
INTEGRALE LUXEMBOURG		3.735.042					3.602.265	132.777	3.491.506	243.536
INTERPOLIS										
KAUPTHING LIFE & PENSION										
LA LUXEMBOURGEOISE VIE		87.780.770	2.930.695			23.983	36.020.410	54.715.037	67.696.385	23.039.063
LA MONDIALE EUROPARTNER		78.000	263.930					341.930		341.930
LOMBARD INTERNATIONAL ASSU-RANCE										
LUXLIFE										
MASS MUTUAL Europe			100.000					100.000	100.000	
NATIXIS LIFE		700.000						700.000		700.000
NEMIAN LIFE & PENSIONS			87.069					87.069		87.069
NORD EUROPE LIFE LUXEMBOURG		290.040	6.960					297.000		297.000
NORDEA LIFE & PENSIONS		107.686	8.035					115.721	107.686	8.035
P&V ASSURANCES		13.484.045					2.905.177	10.578.868	10.277.476	3.206.569
PRIVATE ESTATE LIFE		8.457	3.445.219	380				3.454.056	25.318	3.428.738
R + V LUXEMBURG LEBENSVERSI-CHERUNG										
RAIFFEISEN VIE		4.948.740						4.948.740	734.017	4.214.723
SOGELIFE		600.007.500	139.500					600.147.000		600.147.000
SWISS LIFE (LUXEMBOURG)		44.556.706	112.271.277				61.467.242	95.360.741	61.613.243	95.214.740
SWISS LIFE PRODUCTS (Luxembourg)										
VITIS LIFE		13.283	885.062					898.345	1.283	897.062
VORSORGE LUXEMBURG										
ZURICH EUROLIFE										
Total		1.009.327.848	170.072.489	1.054.643		26.029	198.714.692	981.766.317	330.284.422	850.196.586

A l'étranger (EU et hors EU)

par type de produit					par type de souscription		par type de prime	
Non liée à des fonds d'invest.	Liée à des fonds d'invest.	Opérations de capitalisation	Gestion fonds coll. de retraite	Réassurance acceptée	Assurances collectives	Assurances individuelles	Primes périodiques	Primes uniques
1.019.521	35.322.391		12.027.791		12.027.791	36.341.912		48.369.703
238.594	55.115.443	6.971				55.361.008		55.361.008
6.168.878	503.592	12.409.544				19.082.014	3.067.556	16.014.458
8.543.077	174.888.221					183.431.298	90.421.816	93.009.482
10.107.691	1.716.018				9.620.055	2.203.654	8.870.517	2.953.192
129.070	4.005.084				191.320	3.942.834		4.134.154
2.551.041	283.830.773					286.381.814	3.041.920	283.339.894
210.279.721	173.426.577	13.273.809				396.980.107		396.980.107
301.438.131	408.881.259					710.319.390	11.666.916	698.652.474
249.631						249.631	249.631	
	173.469.603					173.469.603	24.068.109	149.401.494
	84.927.000					84.927.000	83.882.000	1.045.000
88.137.611	303.491.530					391.629.141		391.629.141
15.212.756	74.777.179	743.447				90.733.382	1.643.679	89.089.703
4.952.373	966.229.058					971.181.431	2.404.826	968.776.605
11.778	102.165.141					102.176.919	4.191.621	97.985.298
4.088.603	251.364					4.339.967	2.950.088	1.389.879
7.415.341	126.185.803					133.601.144	562.032	133.039.112
5.882.359					4.069.013	1.813.346	502.669	5.379.690
601						601	601	
103.430.480	145.171.924	46.171.262			16.748.781	278.024.885	19.435.316	275.338.350
	2.730.113.873					2.730.113.873	180.557.937	2.549.555.936
162.572						162.572	162.572	
316.462	103.742.990					104.059.452	104.059.452	
82.180.930	77.826.545					160.007.475		160.007.475
	15.638.015					15.638.015	15.062.918	575.097
24.265.798	6.270.861					30.536.659		30.536.659
50.346	99.734.213	105.903				99.890.462	673.638	99.216.824
1.147.336	234.969.110	177.160				236.293.606	1.899.837	234.393.769
200.073.565	703.782.437					903.856.002	329.915.322	573.940.680
141.217						141.217	21.183	120.034
171.082.822	169.293.629					340.376.451		340.376.451
76.361.504	246.357.775		7.578.115	626.308	57.897.944	273.025.758	60.354.460	270.569.241
	68.069					68.069	68.069	
29.325.040	144.421.041					173.746.080	4.949	173.741.131
	164.433.395					164.433.395	125.382.513	39.050.882
1.354.964.849	7.811.009.913	72.888.096	19.605.906	626.308	100.554.904	9.158.540.167	1.075.122.148	8.183.972.923

IV. Personnel employé en 2008

Compagnies Non-vie et Vie

Compagnie	Total		
ABN AMRO LIFE	24	FOYER SANTE	11
AIG EUROPE - LUXEMBOURG BRANCH	2	FOYER VIE	29
ALLIANZ INSURANCE LUXEMBOURG	37	IMPERIO LUXEMBOURG	
ALLIANZ LIFE LUXEMBOURG	44	ING LIFE LUXEMBOURG	38
AME LIFE LUX S.A.	25	INTEGRALE LUXEMBOURG	7,53
AME LUX	14	INTERLUX ASSURANCES MALADIE	12
ARISA ASSURANCES	24	INTERPOLIS LUXEMBOURG	
ASPECTA ASSURANCE INTL. LUXEMBOURG	99	KAUPTHING LIFE & PENSIONS	
ATRADIUS CREDIT INSURANCE	2	LA LUXEMBOURGEOISE	258,5
AXA ASSURANCES LUXEMBOURG	183	LA LUXEMBOURGEOISE VIE	33
AXA ASSURANCES VIE LUXEMBOURG	23	LA MONDIALE EUROPARTNER	90
BALOISE ASSURANCES LUXEMBOURG	97	LOMBARD INTERNATIONAL ASSURANCE	452
BALOISE EUROPE-VIE	16	LUXLIFE	1
BALOISE VIE LUXEMBOURG	43	MASS MUTUAL Europe	24
BRITISH MARINE LUXEMBOURG		NATIXIS LIFE	35
CALI EUROPE	40	NEMIAN LIFE & PENSIONS	11
CAMCA ASSURANCE	9	NORD EUROPE LIFE LUXEMBOURG	14
CARDIF LUX INTERNATIONAL	80	NORDEA LIFE & PENSIONS	6
CMI INSURANCE (LUXEMBOURG)	3	P&V ASSURANCES	139
COLOMBE ASSURANCES	3	PRIMELUX	
COMMERCIAL UNION INTERNATIONAL LIFE	49	PRIVATE ESTATE LIFE	106
CREDIT AGRICOLE RISK INSURANCE	1	R + V LUXEMBURG LEBENSVERSICHERUNG	79
D.A.S. - LUXEMBURG		RAIFFEISEN VIE	2
D.K.V. GLOBALITY		SOGELIFE	39
D.K.V. LUXEMBOURG	40	SPHINX ASSURANCES LUXEMBOURG	
DB VITA	5,5	SWISS LIFE (LUXEMBOURG)	77
DEXIA LIFE & PENSIONS	83	SWISS LIFE PRODUCTS (LUXEMBOURG)	13
ERGO LIFE	4	SWISS RE INTERNATIONAL	
EURESA LIFE	47	THE SHIPOWNERS MUTUAL PROTECTION AND INDEMNITY	4
EUROP ASSISTANCE		THE SHIPOWNERS MUTUAL STRIKE	
EXCELL LIFE INTERNATIONAL		THE WEST OF ENGLAND SHIPOWNERS MUTUAL INSURANCE	143
FORTIS LUXEMBOURG IARD	31	VITIS LIFE	46
FORTIS LUXEMBOURG VIE	148	VORSORGE LUXEMBURG	47
FOYER ARAG	6	ZURICH EUROLIFE	1
FOYER ASSURANCES	328		
FOYER INTERNATIONAL	39		
		Total	3268



ASSOCIATION DES COMPAGNIES D'ASSURANCES
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

